

**CONSEIL COMMUNAL DU 25 FÉVRIER 2015**  
**GEMEENTERAAD VAN 25 FEBRUARI 2015**

**REGISTRE - REGISTER**

Présents en début de séance	Michel Eylenbosch, Président du Conseil/Voorzitter van de Raad ;
Aanwezig in het begin van de zitting	Françoise Schepmans, Bourgmestre/Burgemeester ; Ahmed El Khannouss, Sarah Turine, Patricia Vande Maele, Abdelkarim Haouari, Karim Majoros, Jan Gypers, Ann Gilles-Goris, Olivier Mahy, Annalisa Gadaleta, Échevin(e)s/Schepenen ; Christian Magérus, Jamal Ikazban, Abdellah Achaoui, Mohammadi Chahid, Pierre Vermeulen, Paulette Piquard, Khadija El Hajjaji, Dina Bastin, Danielle Evraud, Luc Léonard, Mohamed El Abboudi, Lhoucine Aït Jeddig, Dirk De Block, Nader Rekik, Farida Tahar, Shazia Manzoor, Tania Dekens, Georges Van Leeckwyck, Leonidas Papadiz, Nicole Linders-Dubocage, Laurie Carême- Palanga, Khadija Tamditi, Hassan Ouassari, Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden ; Gilbert Hildgen, Secrétaire adjoint/Adjunct-secretaris.
Entrés en cours de séance	Jamel Azaoum, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivia P'tito, Dirk Berckmans, Michaël Vossaert, Hassan Rahali, Roland Vandenhove, Youssef Lakhloufi, Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden ;
Binnengekomen tijdens de zitting	
Quittent la séance	Mohammadi Chahid, Pierre Vermeulen, Paulette Piquard, Jamel Azaoum, Jef Van Damme, Olivia P'tito, Dirk Berckmans, Tania Dekens, Youssef Lakhloufi,
Verlaten de zitting	Khadija Tamditi, Hassan Ouassari, Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden ;
Excusés	Houria Ouberri, Badia El Belghiti, Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden ;
Verontschuldigd	Jacques De Winne, Secrétaire communal/Gemeentesecretaris.
Absents	/
Afwezig	

LA SEANCE PUBLIQUE EST OUVERTE A 19:10  
DE OPENBARE ZITTING WORDT GEOPEND OM 19:10

#012/25.02.2015/A/0001# **Instruction Publique Et Culture - Openbaar Onderwijs En Cultuur**  
**Audition disciplinaire à huis clos.**

LE CONSEIL,

Vu les articles 64 à 74 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu sa décision du 21 août 2013 d'entamer une procédure disciplinaire à l'encontre de Monsieur Arnaud DUFRASNE, professeur de chant et de musique de chambre vocale, nommé à titre définitif à l'Académie de Musique et des Arts de la Parole de Molenbeek-Saint-Jean ;

Vu sa décision, prise en date du 09 octobre 2013, de suspendre préventivement Monsieur Arnaud DUFRASNE, professeur de chant à l'académie de Molenbeek-Saint-Jean et nommé à titre définitif, en vertu de l'article 60, §1er, 1° du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné en raison des poursuites pénales engagées contre lui ;

Vu sa décision du 22 décembre 2014 de :

Article 1 :

Annuler la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 1er décembre 2014 de :

Renvoyer le dossier disciplinaire de Monsieur Arnaud DUFRASNE au Conseil communal afin que celui-ci en prenne connaissance et prononce, s'il le juge nécessaire, une peine disciplinaire à son encontre ;

Convoquer Monsieur Arnaud DUFRASNE à une audition dans le cadre de la procédure disciplinaire entamée à son encontre par le Collège des Bourgmestre et Echevins en sa séance du 21 août 2013, afin que l'intéressé puisse se faire entendre concernant les manquements qui lui sont reprochés et ce, préalablement au prononcé éventuel d'une peine disciplinaire.

Article 2 :

Prendre connaissance du dossier disciplinaire de Monsieur Arnaud DUFRASNE.

Article 3 :

De convoquer Monsieur Arnaud DUFRASNE à une audition devant le Conseil communal, en sa séance du 21 janvier 2015, dans le cadre de la procédure disciplinaire entamée à son encontre par le Collège des Bourgmestre et Echevins en sa séance du 21 août 2013, afin que l'intéressé puisse se faire entendre concernant les manquements qui lui sont reprochés et ce, préalablement au prononcé éventuel d'une peine disciplinaire.

Vu la décision du Conseil communal du 21 janvier 2015 de prendre acte de la non-comparution du membre du personnel enseignant de l'Académie de Musique et des Arts de la parole [Monsieur Arnaud DUFRASNE] à son audition devant le Conseil communal du 21 janvier 2015 à laquelle l'intéressé a été convoqué ;

Vu le dossier disciplinaire de Monsieur DUFRASNE, lequel est composé des pièces suivantes :

- Décision du Conseil communal, en date du 17 décembre 2009, d'infliger à Monsieur Arnaud DUFRASNE, professeur de chant et de musique de chambre

vocale, nommé à titre définitif à l'Académie de Musique et des Arts de la Parole de Molenbeek-Saint-Jean, une peine disciplinaire de démission d'office ;

- Avis défavorable à l'égard de la sanction de « démission d'office » qui a été rendu par la chambre de recours des enseignements officiels de promotion sociale et de promotion socio-culturelle en sa séance du 05 mai 2010 ;  
- Décision du Conseil communal, en date du 20 mai 2010, de suivre l'avis motivé de la Chambre de recours et d'infliger définitivement à Monsieur Arnaud DUFRASNE, professeur de chant et de musique de chambre vocale, nommé à titre définitif à l'Académie de Musique et des Arts de la Parole de Molenbeek-Saint-Jean, une peine disciplinaire de mise en disponibilité par mesure disciplinaire pour une durée de trois ans ;  
- Décision du Collège des Bourgmestre et Echevins, en date du 21 août 2013, d'entamer une procédure disciplinaire à l'encontre de Monsieur Arnaud DUFRASNE, professeur de chant et de musique de chambre vocale, nommé à titre définitif à l'Académie de Musique et des Arts de la Parole de Molenbeek-Saint-Jean ;

- Décision du Collège des Bourgmestre et Echevins, en date du 28 août 2013, de prendre la mesure administrative d'écartement sur-le-champ, avec effets au premier jour de la rentrée scolaire de septembre 2013, à l'encontre de Monsieur Arnaud DUFRASNE, professeur de chant et de musique de chambre vocale nommé à titre définitif à l'Académie de Musique et des Arts de la Paroles de Molenbeek-Saint-Jean ;

- Décision du Collège des Bourgmestre et Echevins, en date du 25 septembre 2013 :

D'engager une procédure de suspension préventive à l'égard de Monsieur Arnaud DUFRASNE, professeur de chant à l'académie de Molenbeek-Saint-Jean et nommé à titre définitif, en vertu de l'article 60, §1er, 1° du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné ;

De convoquer Monsieur Arnaud DUFRASNE le 9 octobre 2013 à une audition préalable à l'adoption éventuelle d'une mesure administrative de suspension préventive ;

- Décision du Collège des Bourgmestre et Echevins, en date du 09 octobre 2013, de suspendre préventivement Monsieur Arnaud DUFRASNE, professeur de chant à l'académie de Molenbeek-Saint-Jean et nommé à titre définitif, en vertu de l'article 60, §1er, 1° du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné en raison des poursuites pénales engagées contre lui;

- Courrier de la commune de Watermael-Boitsfort du 09 septembre 2014 relatif à la décision du Conseil communal de Watermael-Boitsfort, en sa séance du 19 novembre 2013, d'infliger la sanction de la mise en disponibilité par mesure disciplinaire pour une durée de trois ans à Monsieur Arnaud DUFRASNE, à l'Académie de Musique et des Arts de la Scène de Watermael-Boitsfort ;

- Courrier du 27 mai 2014, adressé par le Procureur du Roi de Nivelles, Monsieur Marc REZETTE relatif au jugement rendu par le tribunal correctionnel de Nivelles en date du 25 avril 2014 ;

- Courrier du 11 septembre 2013 adressé par le Procureur du Roi de Nivelles, Monsieur Marc REZETTE ;

- Courrier du Procureur du Roi de Nivelles, Monsieur Marc REZETTE, du 27 juin 2013 ;

- Rapport du Secrétaire communal du 26 novembre 2014 ;

Considérant que l'article 65 §2bis du décret du 06 juin 1994 précité dispose que :

« Préalablement à la notification de la décision d'infliger une peine disciplinaire, le membre du personnel doit avoir été invité à se faire entendre par le pouvoir organisateur. La convocation à l'audition ainsi que les motifs en raison desquels le pouvoir organisateur envisage d'infliger une peine disciplinaire au membre du personnel doivent lui être notifiés cinq jours ouvrables au moins avant l'audition, soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception. Lors de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel en activité de service ou pensionnés de l'enseignement officiel subventionné ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée.

La procédure se poursuit valablement lorsque le membre du personnel dûment convoqué ne se présente pas à l'audition ou n'y est pas représenté. » ;

DECIDE :

#### Article 1

De prendre acte de la présence du conseil de Monsieur Arnaud DUFRASNE, Maître Juan CASTIAUX;

#### Article 2

De procéder à l'audition à huis clos de Maître Juan CASTIAUX dans le cadre de la procédure disciplinaire entamée à l'encontre de Arnaud DUFRASNE par le Collège des Bourgmestre et Echevins en sa séance du 21 août 2013, afin que l'intéressé puisse se faire entendre concernant les manquements qui sont reprochés à son client.

Le Conseil prend connaissance.

---

**Disciplinair verhoor met gesloten deuren.**

De Raad neemt kennis.

Jamel Azaoum entre en séance / treedt in zitting  
Amet Gjanaj entre en séance / treedt in zitting  
Jef Van Damme entre en séance / treedt in zitting  
Olivia P'tito entre en séance / treedt in zitting  
Dirk Berckmans entre en séance / treedt in zitting  
Michaël Vossaert entre en séance / treedt in zitting  
Hassan Rahali entre en séance / treedt in zitting  
Roland Vandenhove entre en séance / treedt in zitting  
Youssef Lakhloufi entre en séance / treedt in zitting

---

#012/25.02.2015/A/0002# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**  
**Interpellation citoyenne relative au ramassage des immondices.**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation citoyenne jointe en annexe.

Le Conseil prend connaissance.

---

**Interpellatie van de burgers betreffende de vuilophaling.**

DE RAAD,

Neemt kennis van de interpellatie van de burgers in bijlage.

De Raad neemt kennis.

---

#012/25.02.2015/A/0003# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**  
**Interpellation citoyenne relative au Boulevard Edmond Machtens mis en voie prioritaire.**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation citoyenne jointe en annexe.

Le Conseil prend connaissance.

---

**Interpellatie van de burgers betreffende het Edmond Machtenslaan als voorrangsweg.**

DE RAAD,

Neemt kennis van de interpellatie van de burgers in bijlage.

De Raad neemt kennis.

Pierre Vermeulen quitte la séance / verlaat de zitting  
Jef Van Damme quitte la séance / verlaat de zitting  
Olivia P'tito quitte la séance / verlaat de zitting  
Michaël Vossaert quitte la séance / verlaat de zitting  
Hassan Rahali quitte la séance / verlaat de zitting  
Shazia Manzoor quitte la séance / verlaat de zitting  
Tania Dekens quitte la séance / verlaat de zitting

---

#012/25.02.2015/A/0004# **Instruction Publique Et Culture - Openbaar Onderwijs En Cultuur**  
**Enseignement communal - Approbation d'une convention entre l'Administration communale, l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle, également appelé Bruxelles Formation, le service emploi de Koekelberg et la Mission locale de Molenbeek, pour l'organisation par l'Institut Machtens, enseignement communal de promotion sociale, d'une action de formation en Techniques de vente et néerlandais commercial, à l'attention d'un public en insertion socio-professionnelle. Formations subventionnées et à charge de Bruxelles**

## Formation.

### LE CONSEIL,

Vu le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, tel qu'il a été modifié ;

Considérant que le décret précité autorise les pouvoirs organisateurs d'établissements de promotion sociale à conclure des conventions avec des associations pour réaliser les finalités qu'il détermine :

- «concourir à l'épanouissement individuel en promouvant une meilleure insertion professionnelle, sociale, culturelle et scolaire ;
- répondre aux besoins et demandes en formation émanant des entreprises, des administrations, de l'enseignement et d'une manière générale des milieux socio-économiques et culturels» ;

Considérant que l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle, également appelé Bruxelles Formation, sis rue de Stalle, 67 à 1180 Bruxelles, a demandé à l'Institut Machtens, enseignement communal de Promotion sociale, d'organiser, à l'attention d'un public en insertion socio-professionnelle, des unités de formation en vente et conseil clientèle (160 périodes), initiation aux techniques de communication professionnelle (80 périodes), métiers de la vente et de l'accueil du public : expression orale (80 périodes), initiation à la langue : néerlandais en situation – UF3 (80 périodes) et UF4 (80 périodes) ;

Considérant que cette formation aura lieu du 23 février 2015 au 31 mai 2015 pour la 1ère session et du 14 septembre 2015 au 11 décembre 2015 pour la 2ème session, dans les locaux de l'Institut Machtens, rue Tazieaux 25 ;

Considérant que les périodes d'unité de formation sont cofinancer par Bruxelles Formation;

DECIDE :

#### Article unique

D'approuver la convention, ci-annexée, établie entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, pouvoir organisateur de l'Institut Machtens, enseignement communal de promotion sociale, l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle, également appelé Bruxelles Formation, le service emploi de Koekelberg et la Mission locale de Molenbeek, pour l'organisation par l'Institut Machtens, enseignement communal de promotion sociale, des unités de formation en vente et conseil à la clientèle (160 périodes), initiation aux techniques de communication professionnelle (80 périodes), métiers de la vente et de l'accueil du public : expression orale (80 périodes), initiation à la langue : néerlandais en situation – UF3 (80 périodes) et UF4 (80 périodes).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

36 votants : 36 votes positifs.

---

#### **Overeenkomst tussen het Gemeentebestuur en het franstalige brusselse Instituut voor de beroepsvorming ook benoemd « Bruxelles Formation », voor het organiseren, door het Instituut Machtens, gemeentelijk onderwijs voor sociale promotie, van een vormingseenheid in de verkoopstechnieken en in het nederlands.**

De leden van de Gemeenteraad worden verzocht zich uit te spreken over een beraadslaging die ertoe strekt een overeenkomst goed te keuren, opgesteld tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek, inrichtende macht van het Instituut Machtens, gemeentelijk onderwijs voor sociale promotie, en het Franstalige Brusselse Instituut voor de beroepsvorming, met het oog op de organisatie door het Instituut van een vormingseenheid in de verkoopstechnieken en in de klantenraad (160 lestijden), initiatie in de professionele communicatie technieken (80 lestijden), beroepen in de verkoop en in het onthaal van het publiek : mondelinge vaardigheid (80 lestijden), initiatie in het taal : Nederlands in situatie UF3 (80 lestijden) en UF4 (80 lestijden), van 23 februari 2015 tot en met 31 mei 2015 en van 14 september 2015 tot en met 11 december 2015. De kosten vallen ten laste van het Franstalige Brusselse Instituut voor de beroepsvorming en van de Franse Gemeenschap.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

Jef Van Damme entre en séance / treedt in zitting

Olivia P'tito entre en séance / treedt in zitting

Shazia Manzoor entre en séance / treedt in zitting

Tania Dekens entre en séance / treedt in zitting

## Gemeentelijke speelpleinen - Intern Reglement - Wijziging.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

Olivia P'ito quitte la séance / verlaat de zitting  
Michaël Vossaert entre en séance / treedt in zitting  
Tania Dekens quitte la séance / verlaat de zitting

---

### #012/25.02.2015/A/0006# **Instruction Publique Et Culture - Openbaar Onderwijs En Cultuur** **Organisation des plaines de vacances communales francophones -** **Redevances.**

LE CONSEIL,

Vu sa décision en date du 16/02/2012, de fixer la redevance des plaines de vacances pour le premier et le deuxième enfant d'une famille à € 6,50, et, à partir du troisième enfant, de fixer la redevance à € 3,00 pour les enfants du primaire et à € 2,70 pour les enfants du maternel ;  
Considérant que le prix coutant d'un repas chaud (déjeuner midi) est de € 3,02 par enfant du primaire et de € 2,69 par enfant du maternel ;  
Considérant qu'il y a d'autres frais par enfant pour les plaines de vacances (piscine à raison d'une fois par semaine, excursion à raison d'une fois par semaine, matériel de jeux, matériel de bricolage, frais de fonctionnement des bus, rémunération des animatrices,...) ;  
Considérant qu'en raison de l'évolution générale des prix, il y a lieu de revoir la redevance des plaines de vacances qui n'a plus été revue depuis 3 ans ;  
Considérant que les parents demandent très fréquemment, certificat à l'appui, que leurs enfants ne soient pas obligés de participer au repas chaud tel que le règlement le prévoyait ;  
Considérant qu'il y a lieu de ne plus prévoir de repas chaud pendant les plaines de vacances mais bien un potage à midi et deux collations (matin et après-midi) ;  
considérant que la redevance couvre également les excursions et animations ;  
considérant que les enfants devront se munir de leurs tartines ;

DECIDE :

#### Article 1

Pour le premier et le deuxième enfant d'une famille fréquentant les plaines de vacances, de fixer le tarif de la redevance journalière à € 6,00 par enfant.

#### Article 2

Pour le troisième enfant et les suivants d'une même famille, de maintenir le tarif journalier existant à € 3,00 pour les enfants du primaire et à € 2,70 pour les enfants du maternel.

#### Article 3

D'introduire cette modification de prix à partir des plaines de vacances scolaires de printemps 2015.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

39 votants : 21 votes positifs, 14 votes négatifs, 4 abstentions.

---

### **Organisatie van de franstalige gemeentelijke speelpleinen - Retributies.**

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

39 stemmers : 21 positieve stemmen, 14 negatieve stemmen, 4 onthoudingen.

---

### #012/25.02.2015/A/0007# **Instruction Publique Et Culture - Openbaar Onderwijs En Cultuur** **Approbation de la convention de collaboration avec l'asbl art2work.**

LE CONSEIL,

Vu la délibération du collège des Bourgmestre et Echevins du 9 février 2015 par laquelle celui-ci a décidé de proposer au Conseil communal d'approuver la convention finale en bonne et due forme entre l'asbl Art2work et l'Administration communale de Molenbeek St-Jean dans le cadre d'une collaboration avec l'asbl ART2WORK qui propose de fournir des services de soutien technique aux services culturels de l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean;

DECIDE :

#### Article unique

D'approuver la convention finale en bonne et due forme entre l'asbl Art2work et l'Administration communale de Molenbeek-Saint-Jean.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

39 votants : 39 votes positifs.

---

**Goedkeuring van de samenwerkingsovereenkomst met de vzw Art2work.**

DE RAAD,

Gelet de beraadslaging van het college van burgemeester en schepenen van 9 februari 2015 waarop besloten werd om de definitieve overeenkomst tussen vzw art2work en het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek waarin de samenwerking tussen de vzw art2work en de culturele gemeentediensten vastgelegd wordt aan de gemeenteraad voor te leggen;

BESLUIT :

Enig artikel

De definitieve overeenkomst voor de samenwerking tussen vzw Art2work et het gemeentebestuur Sint-Jans-Molenbeek goed te keuren.

Deze beraadslaging zal overgemaakt worden aan de toezichthoudende overheid conform het artikel 7 van de ordonnantie van 14/05/1998 die het administratief toezicht op de gemeenten door het Brussels Hoofdstedelijk gewest organiseert.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

Jamel Azaoum quitte la séance / verlaat de zitting  
Olivia P'tito entre en séance / treedt in zitting  
Tania Dekens entre en séance / treedt in zitting  
Khadija Tamditi quitte la séance / verlaat de zitting

---

#012/25.02.2015/A/0008# **Relation Et Action Sociale - Sociale Relaties En Acties**  
**Programme de Coopération Internationale Communale (CIC) - Projet de coopération avec la municipalité de Mbour au Sénégal / signature de la convention spécifique pour la programmation 2014 - 2016.**

LE CONSEIL,

Vu la note de politique générale 2012-2015 qui préconise que la commune continue de s'inscrire dans une réelle politique de solidarité internationale en soutenant un partage d'expériences et de bonnes pratiques avec d'autres pouvoirs locaux du Sud ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 11 juillet 2007 relative à l'accord de principe chargeant le service des Relations Internationales d'examiner la possibilité d'une collaboration entre une ville sénégalaise et la commune de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant qu'une première convention spécifique de partenariat entre les communes de Mbour et de Molenbeek-Saint-Jean a été signée en date du 11 décembre 2007 pour la phase 2008-2012 du Programme de coopération internationale communale (CIC) ;

Considérant que l'Association de la Ville et des Communes de Bruxelles-Capitale invite les communes à s'inscrire dans un programme de Coopération « décentralisée » en relayant un appel à projet pluriannuel 2014-2016 ;

Considérant que le Programme de Coopération Internationale Communale s'insère dans une approche pluriannuelle qui a notamment pour effet une concentration thématique et géographique des actions communales à mener sur le terrain ;

Considérant qu'il s'agit pour les villes et communes belges d'échanger, avec des communes du Sud, leur expertise en matière de gestion locale et que ce programme est l'occasion pour notre commune de concrétiser nos objectifs en matières de Solidarité Internationale ;

Considérant que le secteur d'intervention privilégié depuis 2008/2009 pour le renforcement des communes sénégalaises est celui du développement local ;

Vu que la Logique d'intervention du Partenariat (LIP), stratégie prévisionnelle propre au partenariat comprenant : les objectifs, les résultats attendus, les activités, les indicateurs objectivement vérifiables et les hypothèses, a été introduite pour la phase 2014-2016 du programme CIC géré par l'AVCB et l'UVCW ;

Considérant que le projet est subsidié à 100% par la DGD à concurrence de € 41.459,19 pour 2014, € 46.037,78 pour 2015 et € 45.809,94 pour 2016 ;

Considérant que les partenariats N-S seront éligibles uniquement si les conventions de partenariat, à savoir la Convention spécifique et le Protocole de participation, sont signés par les autorités locales des deux communes partenaires ;

Considérant que le service des Relations Internationales se charge de coordonner les modalités du programme.

DECIDE :

Article unique

D'approuver les Conventions de collaboration pour la programmation 2014-2016, à savoir la convention spécifique et le Protocole de collaboration entre les communes de Molenbeek-Saint-Jean et de Mbour dans le cadre du programme de coopération internationale communale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
39 votants : 21 votes positifs, 18 abstentions.

**Programma voor Gemeentelijke Internationale Samenwerking (GIS) -  
Samenwerkingsprogramma met het gemeentebestuur van Mbour in  
Senegal / ondertekening van de specifieke overeenkomst voor de  
programmatie 2014 - 2016.**

DE RAAD,

Gezien de algemene beleidsnota 2012-2015 die aanbeveelt dat de gemeente voortgaat met zich in te zetten voor een echt beleid gericht op internationale solidariteit door de ondersteuning van het delen van ervaringen en goede praktijken met andere lokale overheden van het Zuiden;

Gezien de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 11 juli 2007 met betrekking tot het principeakkoord dat de dienst Internationale Betrekkingen de opdracht geeft de mogelijkheid te onderzoeken van een samenwerking tussen een Senegalese stad en de gemeente Sint-Jans-Molenbeek ;

Overwegende dat een eerste specifieke overeenkomst voor een partnership tussen de gemeenten Mbour en Sint-Jans-Molenbeek ondertekend is op 11 december 2007 voor fase 2008-2012 van het Programma voor gemeentelijke internationale samenwerking (GIS) ;

Overwegende dat de Vereniging van de Stad en de Gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de gemeenten uitnodigt aan te sluiten op een "gedecentraliseerd" Samenwerkingsprogramma door een meerjarige projectoproep 2014-2016 over te nemen ;

Overwegende dat het Programma voor Gemeentelijke Internationale Samenwerking kadert in een meerjarige aanpak die onder meer een thematische en geografische concentratie van de gemeentelijke acties die op het terrein worden gevoerd tot gevolg heeft ;

Overwegende dat het voor de Belgische steden en gemeenten erom gaat hun expertise op het gebied van lokaal beheer uit te wisselen met de gemeenten van het Zuiden en dat dit programma de gelegenheid biedt voor onze gemeente om onze doelstellingen op het vlak van Internationale Solidariteit concreet te maken ;

Overwegende dat de sector van tussenkomst, die sinds 2008/2009 bevoorrecht werd voor de versterking van de Senegalese gemeenten, de sector van de lokale ontwikkeling is ;

Gezien de Interventiologica van het Partnerschap (ILP), de geplande strategie eigen aan het partnership die de doelstellingen, de verwachte resultaten, de activiteiten, de objectief controleerbare indicatoren en de hypothesen omvat, en die is ingediend voor de fase 2014 – 2016 van het programma GIS beheerd door de VSGB en de UVCW ;

Overwegende dat het project voor 100% gesubsidieerd wordt door de DGD ten belope van 41.459,19 EUR voor 2014, 46.037,78 EUR voor 2015 en 45.809,94 EUR voor 2016 ;

Overwegende dat de N-Z partnerships uitsluitend subsidieerbaar zijn indien de overeenkomsten voor een partnership, met name de Specifieke Overeenkomst en het Participatieprotocol, ondertekend zijn door de lokale overheden van de twee partnergemeenten ;

Overwegende dat de dienst Internationale Betrekkingen de opdracht heeft om de modaliteiten van het programma te coördineren.

BESLUIT :

Enig artikel

De Samenwerkingsovereenkomsten voor de programmatie 2014-2016, met name de specifieke overeenkomst en het Samenwerkingsprotocol tussen de gemeenten Sint-Jans-Molenbeek en Mbour in het kader van het Programma voor Gemeentelijke Internationale Samenwerking, goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
39 stemmers : 21 positieve stemmen, 18 onthoudingen.

---

#012/25.02.2015/A/0009# **Relation Et Action Sociale - Sociale Relaties En Acties**  
**Programme de coopération internationale communale Maroc (CIC) -**  
**Projet de coopération avec la municipalite de Mokrisset au**  
**Maroc/signature de la convention spécifique pour la programmation 2014 -**  
**2016.**

LE CONSEIL,

Vu la note de politique générale 2012-2015 qui préconise que la commune continue de s'inscrire dans une réelle politique de solidarité internationale en soutenant un partage d'expériences et de bonnes pratiques avec d'autres pouvoirs locaux du Sud ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 30 mars 2011 relative à l'accord de principe chargeant le service des relations internationales d'examiner la possibilité d'une collaboration entre la municipalité de Mokrisset

au Maroc et la commune de Molenbeek-Saint-Jean dans le cadre du programme de coopération internationale communale (CIC) ;  
Considérant qu'une première convention spécifique de partenariat entre les communes de Mokrisset et de Molenbeek-Saint-Jean a été signée en date du 27 septembre 2011 ;  
Considérant que l'Association de la Ville et des Communes de Bruxelles-Capitale invite les communes à s'inscrire dans un programme de Coopération « décentralisée » en relayant un appel à projet pluriannuel 2014-2016 ;  
Considérant que le Programme de Coopération Internationale Communale s'insère dans une approche pluriannuelle qui a notamment pour effet une concentration thématique et géographique des actions communales à mener sur le terrain ;  
Considérant qu'il s'agit pour les villes et communes belges d'échanger, avec des communes du Sud, leur expertise en matière de gestion locale et que ce programme est l'occasion pour notre commune de concrétiser nos objectifs en matières de Solidarité Internationale ;  
Considérant que le secteur d'intervention privilégié depuis 2008/2009 pour le renforcement des communes marocaines est celui de l'action sociale ;  
Vu que la Logique d'intervention du Partenariat (LIP), stratégie prévisionnelle propre au partenariat comprenant : les objectifs, les résultats attendus, les activités, les indicateurs objectivement vérifiables et les hypothèses, a été introduite pour la phase 2014 - 2016 du programme CIC géré par l'AVCB et l'UVCW ;  
Considérant que le projet est subsidié à 100% par la DGD à concurrence de € 42.024,29 pour 2014, € 60.668,22 pour 2015 et € 42.939,40 pour 2016 ;  
Considérant que les partenariats N-S seront éligibles uniquement si les conventions de partenariat, à savoir la convention spécifique et les conditions générales de participation, sont signées par les autorités locales des deux communes partenaires ;  
Considérant que le service des Relations Internationales se charge de coordonner les modalités du programme.

DECIDE :

Article unique

D'approuver les Conventions de collaboration pour la programmation 2014-2016, à savoir la convention spécifique, les conditions générales de participation et le Protocole de collaboration entre la commune de Molenbeek-Saint-Jean et la municipalité de Mokrisset dans le cadre du programme de coopération internationale communale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
39 votants : 21 votes positifs, 18 abstentions.

---

**Programma voor Gemeentelijke Internationale Samenwerking (GIS) - Samenwerkingsprogramma met het gemeentebestuur van Mokrisset in Marokko / ondertekening van de specifieke overeenkomst voor de programmatie 2014 - 2016.**

DE RAAD,

Gezien de algemene beleidsnota 2012-2015 die aanbeveelt dat de gemeente voortgaat met zich in te zetten voor een echt beleid gericht op internationale solidariteit door de ondersteuning van het delen van ervaringen en goede praktijken met andere lokale overheden van het Zuiden;  
Gezien de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van woensdag 30 maart 2011 met betrekking tot het principeakkoord dat de dienst Internationale Betrekkingen de opdracht geeft de mogelijkheid te onderzoeken van een samenwerking tussen het gemeentebestuur van Mokrisset in Marokko en de gemeente Sint-Jans-Molenbeek in het kader van het Programma voor Gemeentelijke Internationale Samenwerking (GIS) ;  
Overwegende dat een eerste specifieke overeenkomst voor een partnership tussen de gemeenten Mokrisset en Sint-Jans-Molenbeek ondertekend is op 27 september 2011 ;  
Overwegende dat de Vereniging van de Stad en de Gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de gemeenten uitnodigt aan te sluiten op een "gedecentraliseerd" Samenwerkingsprogramma door een meerjarige projectoproep 2014-2016 over te nemen ;  
Overwegende dat het Programma voor Gemeentelijke Internationale Samenwerking kadert in een meerjarige aanpak die onder meer een thematische en geografische concentratie van de gemeentelijke acties die op het terrein worden gevoerd tot gevolg heeft ;  
Overwegende dat het voor de Belgische steden en gemeenten erom gaat hun expertise op het gebied van lokaal beheer uit te wisselen met de gemeenten van het Zuiden en dat dit programma de gelegenheid biedt voor onze gemeente om onze doelstellingen op het vlak van Internationale Solidariteit concreet te maken ;  
Overwegende dat de sector van tussenkomst, die sinds 2008/2009 bevoorrecht werd voor de versterking van de Marokkaanse gemeenten, de sector van de sociale actie is ;  
Gezien de Interventielogica van het Partnerschap (ILP), de geplande strategie eigen aan het partnership die de doelstellingen, de verwachte resultaten, de activiteiten, de objectief controleerbare indicatoren en de hypothesen omvat, en die is ingediend voor de fase 2014 - 2016 van het programma GIS beheerd door de VSGB en de UVCW ;



Overwegende dat het project voor 100% gesubsidieerd wordt door de DGD ten belope van 42.024, 29 EUR voor 2014, 60.668,22 EUR voor 2015 en 42.939,40 EUR voor 2016 ;  
Overwegende dat de N-Z partnerships uitsluitend subsidieerbaar zijn indien de overeenkomsten voor een partnership, met name de Specifieke Overeenkomst en de algemene deelnemingsvoorwaarden, ondertekend zijn door de lokale overheden van de twee partnergemeenten ;  
Overwegende dat de dienst Internationale Betrekkingen de opdracht heeft om de modaliteiten van het programma te coördineren.

BESLUIT :

Enig artikel

De Samenwerkingsovereenkomsten voor de programmatie 2014-2016, met name de specifieke overeenkomst, de algemene deelnemingsvoorwaarden en het Samenwerkingsprotocol tussen de gemeenten Sint-Jans-Molenbeek en het gemeentebestuur van Mokrisset in het kader van het Programma voor Gemeentelijke Internationale Samenwerking, goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
39 stemmers : 21 positieve stemmen, 18 onthoudingen.

Christian Magéris quitte la séance / verlaat de zitting  
Mohamed El Abboudi quitte la séance / verlaat de zitting  
Hassan Rahali entre en séance / treedt in zitting  
Tania Dekens quitte la séance / verlaat de zitting  
Nicole Linders-Dubocage quitte la séance / verlaat de zitting

---

#012/25.02.2015/A/0010# **Finances - Financiën**

**Taxes communales -Taxe sur les constructions et les reconstructions -  
Modification pour 2015 à 2018 inclus.**

LE CONSEIL,

Vu les articles 41, 162 et 170 § 4 de la Constitution ;  
Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;  
Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;  
Vu le Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire (CoBAT) ;  
Revu le règlement de la taxe sur les constructions et les reconstructions établi par décision du Conseil communal du 17 décembre 2013 pour les exercices 2014 à 2016 inclus ;  
Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Molenbeek-Saint-Jean les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;  
Vu la situation financière de la Commune ;  
Sur proposition du Collège échevinal du 2 février 2015 ;

DECIDE :

Article 1

Il est établi au profit de la commune, pour les exercices 2015 à 2018 inclus, une taxe annuelle sur certains actes et travaux soumis à permis d'urbanisme à savoir :

- §1. Les actes ou travaux de construction, reconstruction et transformation de toute nature, les changements de destination ou d'utilisation d'un bien bâti, nécessitant ou non des travaux, la modification du nombre de logements dans une construction existante:
- pour toute construction destinée à l'habitation : 1,00 EUR par m<sup>2</sup> de surfaces de planchers faisant l'objet de la demande de permis.
  - pour toute construction qui n'est pas destinée à l'habitation : 2,50 EUR par m<sup>2</sup> de surfaces de planchers faisant l'objet de la demande de permis.
- Sont exclus du champ d'application de la présente taxe les travaux de rénovation intérieure portant exclusivement sur une modification structurelle (impliquant une modification de structure du bâtiment au niveau des baies, murs, ...) sans porter sur le changement de destination, la modification du nombre de logements, la construction de volume supplémentaire dont le permis d'urbanisme a été octroyé antérieurement à la réalisation des travaux ;
- §2. Les modifications de façade portant sur tout changement de grandeur ou de proportion des vides et des pleins, tout remplacement des châssis et toute adjonction d'éléments contre les façades (enseignes, auvents, volets,...) à l'exception des habillages, peintures, cimentages et travaux d'entretien :
- 15,00 EUR par m<sup>2</sup> de superficie globale de façade modifiée.
- Sont exclus du champ d'application de la présente taxe les travaux de rénovation de façade dont le permis d'urbanisme a été octroyé antérieurement à la réalisation des travaux ;
- §3. Les travaux de démolition d'une construction :
- 0,25 EUR par m<sup>3</sup> du volume global de la démolition.
- Sont exclus du champ d'application de la présente taxe les travaux de démolition effectués pour améliorer la perméabilité du terrain et dont le permis

d'urbanisme a été octroyé antérieurement à la réalisation des travaux ;  
§4. La modification de la destination ou de l'utilisation d'un bien non bâti, la modification du relief du sol (au niveau du terrain), l'utilisation habituelle d'un terrain pour le dépôt d'un ou plusieurs véhicules usagés, de mitraille, de matériaux ou de déchets, le stationnement de véhicules, en ce compris les véhicules ou remorques destinés à des fins publicitaires, le placement d'une ou de plusieurs installation(s) mobile(s) pouvant être utilisée(s) pour l'habitation, telles que roulettes, caravanes, véhicules désaffectés, tentes :

- 1,00 EUR par m<sup>2</sup> de superficie au sol.

§5. L'abattage d'arbres :

- 25,00 EUR pour la totalité des arbres à abattre.

A l'exception du §5, le montant total de la taxe ne pourra être inférieur à 100,00 EUR. En cas de travaux ou d'actes soumis à permis d'urbanisme réalisés en infraction au Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire, le montant total de la taxe sera doublé, avec un minimum de 200,00 EUR, et ce sans préjudice des sanctions prévues par le CoBAT.

En cas d'un abattage d'arbre en infraction, le montant de la taxe sera de 100,00 EUR par arbre abattu, et ce sans préjudice des sanctions prévues par le CoBAT.

En cas d'absence d'avertissement du début des travaux, le montant total de la taxe sera doublé (Art. 5 du permis d'urbanisme : le titulaire du permis avertit, par lettre recommandée, le Collège des Bourgmestre et Échevins et le fonctionnaire délégué du commencement des travaux ou des actes permis, au moins huit jours avant d'entamer ces travaux ou ces actes).

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par :

- Surface de plancher : totalité des planchers mis à couvert et offrant une hauteur libre d'au moins 2,20 mètres dans tous les locaux, ainsi que les locaux situés sous le niveau du sol qui sont affectés au parking, aux caves, aux équipements techniques et aux dépôts.

Les dimensions des planchers au nu extérieur des murs des façades, les planchers étant supposés continus, sans tenir compte de leur interruption par les cloisons et murs intérieurs, par les gaines, cages d'escaliers et d'ascenseurs.

- Superficie au sol : surface totale du terrain reprise dans la demande de permis d'urbanisme.

- Superficie globale de façade : la surface calculée en prenant en compte les largeurs et hauteurs hors-tout des éléments de façade modifiés.

- Volume global : le volume calculé en prenant en compte les mesures extérieures du bâtiment prises et les entre-axes des murs mitoyens, sous-sol et combles compris, toutes les surfaces externes comprises. Les surfaces couvertes mais latéralement ouvertes ne sont prises en compte que si elles sont supérieures à 6 m<sup>2</sup>. Ce calcul s'applique également aux volumes annexes qu'ils forment ou non corps avec le bâtiment principal. Toute fraction d'un mètre est comptée pour un mètre entier.

#### Article 2

La taxe est due par le bénéficiaire du permis d'urbanisme.

Si le bénéficiaire du permis d'urbanisme est une copropriété, chaque copropriétaire est redevable de la taxe selon les quotités prévues par l'acte de base de l'immeuble. Si aucune quotité n'est prévue, la taxe sera répartie proportionnellement au revenu cadastral de chaque partie d'immeuble.

L'aliénation de l'immeuble ne décharge pas les redevables originaires du paiement de la taxe à moins que le tiers acquéreur ou détenteur ait été dûment informé que le bien est frappé par la taxe et qu'il accepte expressément et sans réserve d'en être désormais l'unique redevable. A cette fin, le redevable originaire est tenu de notifier la preuve de cet accord à l'Administration communale dans les trente jours de la passation de l'acte authentique de mutation de la propriété de l'immeuble, par lettre recommandée à la poste. Aussi longtemps que pareille notification n'aura pas été faite, le redevable originaire sera seul réputé redevable de la taxe.

#### Article 3

Le titulaire du permis avisera l'Administration communale du démarrage des travaux de mise en œuvre du permis.

Le contribuable est tenu de faciliter le contrôle du début des travaux.

En cas de modification de la base taxable, celle-ci devra faire l'objet d'une modification préalable du permis.

#### Article 4

La taxe est perçue au comptant dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement. Elle est valablement acquittée par versement au compte courant de l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean ou contre remise d'une quittance.

A défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus, la taxe sera perçue par voie de rôle.

#### Article 5

Sont exonérés de la présente taxe :

- Les sociétés régionales ou locales agréées ayant pour objet la construction ou la location de logements sociaux, pour les constructions affectées au logement ;

- L'État, les provinces, la Région de Bruxelles-Capitale, citydev.brussels et les communes, pour les constructions affectées au logement.

#### Article 6

Les règles relatives à l'ordonnance du 3 avril 2014 susvisée sont applicables dans leur intégralité.

#### Article 7

Le redevable de l'imposition peut introduire une réclamation écrite, signée et motivée, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, rue Comte de Flandre, 20 à 1080 Bruxelles dans les trois mois, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle ou à compter de la date de notification de

l'imposition ou à compter de la date de la perception au comptant.  
En cas de réclamation, le réclamant ne devra pas justifier du paiement de l'imposition. Toutefois, l'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et des intérêts de retard.

#### Article 8

Ce règlement remplace, à partir de l'exercice 2015, le règlement de la taxe sur les constructions et les reconstructions établi par décision du Conseil communal du 17 décembre 2013 pour les exercices 2014 à 2016 inclus.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
36 votants : 35 votes positifs, 1 abstention.

---

### **Gemeentebelastingen - Belasting op het bouwen en herbouwen - Wijziging voor 2015 tot 2018 inbegrepen.**

DE RAAD,

Gelet op de artikelen 41, 162 en 170 § 4 van de Grondwet;  
Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;  
Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;  
Gelet op het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening (BWRO);  
Herzien het belastingsreglement betreffende het bouwen en herbouwen vastgesteld door beslissing van de Gemeenteraad van 17 december 2013 voor de dienstjaren 2014 tot 2016 inbegrepen;  
Overwegende dat onderhavige belasting als voornaamste doelstelling heeft de gemeente Sint-Jans-Molenbeek de nodige financiële middelen te verschaffen voor de opdrachten en het beleid dat ze wenst te voeren, alsook te zorgen voor financieel evenwicht; dat bij het nastreven van deze doelstelling vanuit billijkheidsoverwegingen rekening dient te worden gehouden met de belastingcapaciteit van de belastingplichtigen, dit vanuit een legitieme bezorgdheid om de fiscale lasten op een rechtvaardige manier te verdelen;  
Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;  
Op voorstel van het Schepencollege van 2 februari 2015;

BESLIST:

#### Artikel 1

Er wordt ten bate van de gemeente, voor de dienstjaren 2015 tot 2018 inbegrepen, een belasting geheven op bepaalde handelingen en werken onderworpen aan een stedenbouwkundige vergunning, namelijk:

§1. Handelingen of werken voor het bouwen, het herbouwen en transformatie van allerlei aard, veranderingen van bestemming of het gebruik van een gebouwd goed waarvoor al dan niet werken vereist zijn, wijziging van het aantal woningen in een bestaande constructie:

- voor iedere constructie die bestemd is als woonst: 1,00 EUR per m<sup>2</sup> oppervlakte van de plankenvloeren waarvoor de vergunningsaanvraag wordt gedaan,
- voor iedere constructie die niet bestemd is als woonst: 2,50 EUR per m<sup>2</sup> oppervlakte van de plankenvloeren waarvoor de vergunningsaanvraag wordt gedaan.

Zijn uitgesloten van het toepassingsgebied van huidige belasting de binnenhuis renovatiewerken die uitsluitend betrekking hebben op een structurele wijziging (houdende een wijziging van de structuur van het gebouw betreffende de openingen, muren, ...) zonder dat dit een wijziging inhoudt van de bestemming, van het aantal woningen, de bouw van een bijkomend volume, waarvoor de stedenbouwkundige vergunning toegekend werd vóór de uitvoering van de werken;

§2. Wijzigingen aan de gevel die betrekking hebben op alle wijzigingen qua grootte van, of verhouding tussen de lege en opgevulde delen, iedere vervanging van het lijstwerk, en iedere toevoeging van elementen tegen de gevels (uithangborden, luifels, luiken, ...) met uitzondering van belegstukken, schilderwerken, cementering en onderhoudswerken:

- 15,00 EUR per m<sup>2</sup> van de globale oppervlakte van de gewijzigde gevel:

Zijn uitgesloten van het toepassingsgebied van huidige belasting de renovatiewerken aan de gevel waarvoor de stedenbouwkundige vergunning toegekend werd vóór de uitvoering van de werken;

§3. Afbraakwerken van een constructie:

- 0,25 EUR per m<sup>3</sup> van het globale afbraakvolume.

Zijn uitgesloten van het toepassingsgebied van huidige belasting de afbraakwerken uitgevoerd om de doordringbaarheid van de grond te verbeteren en waarvoor de stedenbouwkundige vergunning toegekend werd vóór de uitvoering van de werken;

§4. Een wijziging van de bestemming of het gebruik van een onbebouwd goed, een wijziging van het vloerrelief (ter hoogte van het terrein), het gewoonlijk gebruik van een terrein voor het deponeren van een of meer gebruikte voertuigen, schroot, materialen of afvalstoffen, het parkeren van voertuigen, waaronder de voertuigen of bijwagens bestemd voor publicitaire doeleinden, het plaatsen van een (of meer) mobiele installatie(s) die kan/kunnen worden gebruikt om er in te wonen, zoals woonwagens, caravans, buiten dienst gestelde voertuigen, tenten :

- 1,00 EUR per m<sup>2</sup> vloeroppervlakte

§5. Het kappen van bomen:

- 25,00 EUR voor het totaal aantal te kappen bomen.

Met uitzondering van §5, kan het totale bedrag van de belasting niet lager zijn dan 100,00 EUR.

Bij werken of handelingen onderworpen zijn aan een stedenbouwkundige vergunning, die een inbreuk vormen op het Brussels Wetboek voor Ruimtelijke Ordening, wordt het totaal bedrag van de belasting verdubbeld, met een minimum van 200,00 EUR, en dit, onverminderd de sancties die vastgelegd zijn in het BWRO.

Bij het kappen van een boom in overtreding, bedraagt de belasting 100,00 EUR per gekapte boom, en dit, onverminderd de sancties voorzien door het BWRO.

Bij gebrek aan verwittiging bij aanvang van de werken wordt het totale bedrag van de belasting verdubbeld. (Art. 5 van de stedenbouwkundige vergunning : de houder van de vergunning verwittigt, via aangetekend schrijven, het College van Burgemeester en Schepenen en de afgevaardigde ambtenaar van de aanvang van de toegestane werken of handelingen, en dit, minstens acht dagen vóór de aanvang van deze werken of handelingen.)

Voor de toepassing van onderhavig reglement, wordt verstaan onder:

- Oppervlakte van de plankenvloer : totaliteit van de oppervlakte van de overdekte plankenvloeren, en een vrije hoogte biedend van minstens 2,20 meter in alle lokalen, ook de lokalen die zich bevinden onder het niveau van de vloer, die bestemd zijn voor parkeren, als kelders, voor technische voorzieningen en als depots.

De afmetingen van de plankenvloeren worden gemeten vanaf de naakte buitenkant van de gevelmuren, daar van de plankenvloeren wordt verondersteld dat ze doorlopen, zonder rekening te houden met een onderbreking door de scheidingswanden en binnenmuren, door de bekledingen, trapzalen en liften.

- Vloeroppervlakte: totale oppervlakte van het terrein die in de aanvraag van stedenbouwkundige vergunning wordt opgenomen
- Globale geveloppervlakte: de oppervlakte die wordt berekend, rekening houdend met de totale breedten en hoogten van de gewijzigde gevelelementen
- Globaal volume : het volume dat wordt berekend, rekening houdend met de maten die genomen zijn aan de buitenkant van het gebouw, en de afstand tussen de tussenmuren, kelder- en dakverdieping inbegrepen, alle externe oppervlakten inbegrepen. Met de oppervlakten die overdekt zijn, maar aan de zijanten open zijn, wordt enkel rekening gehouden als ze groter zijn dan 6m<sup>2</sup>. Deze berekening wordt ook toegepast op de bijkomende volumes, ongeacht of ze al dan niet één geheel vormen met het hoofdgebouw. Iedere breuk van een meter wordt geteld voor een volledige meter.

Artikel 2

De belasting is verschuldigd door de begunstigde van de stedenbouwkundige vergunning.

Indien de begunstigde van de stedenbouwkundige vergunning een mede-eigendom betreft, is de belasting verschuldigd door iedere mede-eigenaar, volgens de verdelingen vastgesteld in de basisakte van het gebouw. Indien er geen verdelingen voorzien zijn, wordt de belasting onderverdeeld in functie van het kadastraal inkomen van ieder deel van het gebouw.

Bij vervreemding van het gebouw is er voor de oorspronkelijke verschuldigde geen kwijtschelding van betaling van de belasting, tenzij de derde verwerver of bezitter er naar behoren over ingelicht is dat er op het goed een belasting wordt geheven, en dat hij uitdrukkelijk en zonder voorbehoud aanvaardt dat hij voortaan de enige verschuldigde is. Hiervoor is de oorspronkelijke verschuldigde ertoe gehouden om binnen dertig dagen na het verlijden van de authentieke akte van mutatie van de eigendom van het gebouw via een ter post aangetekend schrijven aan het Gemeentebestuur kennis te geven van het bewijs van dit akkoord. Zolang een dergelijke kennisgeving niet heeft plaatsgevonden, is de oorspronkelijke verschuldigde als enige de belasting verschuldigd.

Artikel 3

De houder van de vergunning verwittigt het Gemeentebestuur van de aanvang van de uitvoeringswerken voor de vergunning.

De belastingplichtige dient de controle op de aanvang van de werkzaamheden te vergemakkelijken.

Bij een wijziging van de belastbare basis moet de vergunning op voorhand gewijzigd worden.

Artikel 4

De belasting wordt contant ingevorderd, binnen twee maanden na de verzending van de verwittiging. Ze wordt op geldige wijze vereffend door overschrijving op de zichtrekening van het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek, of tegen afgifte van een kwijting.

Bij ontstentenis van betaling binnen de hiervoor vastgestelde termijn wordt de belasting ingevoerd via kohier.

Artikel 5

Worden vrijgesteld van de huidige belasting:

- de erkende regionale of lokale ondernemingen die zich bezighouden met de bouw of verhuur van sociale woningen, voor constructies die gericht zijn op huisvesting;
- de Staat, provincies, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, citydev.brussels en de gemeenten, bij constructies gericht op huisvesting.

Artikel 6

De regels betreffende de bovenvermelde ordonnantie van 3 april 2014 zijn in hun geheel van toepassing.

Artikel 7

De verschuldigde van de belasting kan een schriftelijk, ondertekend en gemotiveerd bezwaar indienen, dat wordt aangeboden bij het College van Burgemeester en Schepenen van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek, Graaf van Vlaanderenstraat 20, te 1080 Brussel, binnen drie maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet of

vanaf de kennisgeving van de aanslag of vanaf de datum van de contante inning.

In geval van bezwaar, moet de bezwaarindiener niet bewijzen dat hij de belasting betaald heeft. Het indienen van een bezwaar schorst de invorderbaarheid van de belasting en van de interesten wegens laattijdige betaling niet.

#### Artikel 8

Huidig reglement vervangt, vanaf het dienstjaar 2015, het reglement van de belasting op het bouwen en herbouwen, gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 17 december 2013 voor de dienstjaren 2014 tot 2016 inbegrepen.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
36 stemmers : 35 positieve stemmen, 1 onthouding.

Mohamed El Abboudi entre en séance / treedt in zitting  
Nicole Linders-Dubocage entre en séance / treedt in zitting

---

#012/25.02.2015/A/0011# **Finances - Financiën**

### **Taxe sur les terrains non bâtis - Modification pour 2015 à 2018 inclus.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 de la Constitution ;  
Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;  
Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;  
Vu le Code bruxellois de l'aménagement du territoire (CoBAT) du 13 mai 2004 ;  
Revu le règlement de la taxe sur les terrains non bâtis, établi par décision du Conseil communal du 23 mai 2013 pour les exercices 2013 à 2016 inclus ;  
Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Molenbeek-Saint-Jean les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;  
Vu la situation financière de la Commune ;  
Considérant que le projet de texte amendé du règlement susmentionné a été visé par le Receveur communal ;  
Sur proposition du Collège échevinal du 9 février 2015 ;

DECIDE :

#### Article 1

Il est établi au profit de la commune, pour les exercices 2015 à 2018 inclus, une taxe annuelle sur les terrains non bâtis.

#### Article 2

Par terrain non bâti, il y a lieu d'entendre :

- soit tout bien immobilier non bâti dont la parcelle cadastrale est l'unité d'identification, conformément aux articles 471 et 472 du CIR 1992 ;
- soit le bien immobilier repris comme terrain non bâti, d'après la carte de la situation existante de fait du PRAS entré en vigueur le 29 juin 2001 modifiée suivant les autorisations par permis d'urbanisme délivrées ultérieurement à la date d'entrée en vigueur du PRAS.

#### Article 3

Le taux de la taxe est fixé à :

- Pour la première année d'imposition : 10,00 EUR par mètre carré de superficie et par an telle qu'indiquée dans la matrice cadastrale du terrain concerné ;
  - Pour la deuxième année d'imposition : 15,00 EUR par mètre carré de superficie et par an telle qu'indiquée dans la matrice cadastrale du terrain concerné ;
  - À partir de la troisième année d'imposition : 20,00 EUR par mètre carré de superficie et par an telle qu'indiquée dans la matrice cadastrale du terrain concerné ;
  - Pour les terrains qui se trouvent dans le périmètre d'un PPAS en cours d'élaboration : 2,00 EUR par mètre carré de superficie et par an telle qu'indiquée dans la matrice cadastrale du terrain concerné ;
- Une imposition minimale est fixée à 300,00 EUR par terrain non bâti tel que défini à l'article 2 du présent règlement.

#### Article 4

La taxe est due par le(s) propriétaire(s) ou le(s) titulaire(s) de droits réels sur le terrain ou sur l'immeuble au 1er janvier de l'exercice d'imposition, c'est-à-dire :

- par le propriétaire ;
- par le tréfoncier, en cas d'emphytéose ou de superficie. L'emphytéote ou le superficiaire est solidairement responsable du paiement de la taxe ;
- par l'usufruitier en cas d'usufruit. Le nu-propriétaire est solidairement responsable du paiement de la taxe.

#### Article 5

Sont exonérés de la taxe :

- les nouveaux propriétaires d'un terrain non bâti, tel que défini à l'article 2 du présent règlement, durant les cinq exercices qui suivent l'acquisition du terrain, pour autant qu'ils soient propriétaires d'un seul terrain non bâti à l'exclusion de tout autre bien immobilier.

N'est pas exonéré de la taxe, le propriétaire ayant obtenu une autorisation par permis d'urbanisme à durée limitée comme défini dans l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif du 29 janvier 2004.

Sont exclus du champ d'application de la présente taxe :

- les terrains non bâtissables tels que définis au PRAS (zones d'espaces verts et zone agricoles, prescriptions particulières – point F) ou dans les PPAS en vigueur ;

- les terrains d'une superficie de moins de 150 m<sup>2</sup> complètement aménagés en jardins d'agrément au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice, pourvus des clôtures constituées et implantées de façon réglementaire, jouxtant un terrain bâti appartenant au même propriétaire.

#### Article 6

L'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complétée et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule. Le contribuable qui n'a pas reçu de formule est tenu d'en réclamer une au plus tard le 31 décembre de l'exercice concerné. La déclaration reste valable jusqu'à révocation.

#### Article 7

Le contribuable est tenu de notifier immédiatement à l'administration communale, par lettre recommandée, toute modification pouvant intervenir dans le recouvrement de la taxe.

#### Article 8

La non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Les taxes enrôlées d'office seront majorées conformément à l'échelle des accroissements de la manière suivante :

- Absence de déclaration due à des circonstances indépendantes de la volonté du contribuable : pas d'accroissement
- Absence de déclaration sans intention d'éluder la taxation : 10 %
- Absence de déclaration avec intention d'éluder la taxation : 50 %
- Déclaration incomplète ou inexacte due à des circonstances indépendantes de la volonté du contribuable : pas d'accroissement
- Déclaration incomplète ou inexacte sans intention d'éluder la taxation : 10 %
- Déclaration incomplète ou inexacte avec intention d'éluder la taxation : 50 %
- Déclaration incomplète ou inexacte accompagnée de faux ou d'un usage de faux ou d'une tentative de corruption de fonctionnaire : 200 %.

L'accroissement initialement prévu sera doublé si le fait générateur de l'accroissement se reproduit l'année suivante sans que la majoration puisse excéder le double de la taxe due.

#### Article 9

La taxe est perçue par voie de rôle. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

#### Article 10

A défaut de paiement de la taxe sans le délai, un intérêt au taux prévu en matière d'impôt directs est dû, cet intérêt étant calculé par mois civil à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'échéance.

#### Article 11

Les règles relatives à l'ordonnance du 3 avril 2014 susvisée sont applicables dans leur intégralité.

#### Article 12

En cas de réclamation, le réclamant ne devra pas justifier du paiement de l'imposition. Toutefois, l'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et des intérêts de retard.

#### Article 13

Ce règlement remplace, à partir de l'exercice 2015, le règlement de la taxe sur les terrains non bâtis établi par décision du Conseil communal du 23 mai 2013 pour les exercices 2013 à 2016 inclus.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

38 votants : 25 votes positifs, 13 abstentions.

---

### **Belasting op de niet-bebouwde gronden - Wijziging voor 2015 tot 2018 inbegrepen.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op het Brusselse Wetboek Inzake Ruimtelijke Ordening van 13 mei 2004; Herzien het belastingreglement op de niet-bebouwde gronden, gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 23 mei 2013 voor de dienstjaren 2013 tot 2016 inbegrepen;

Overwegende dat het doel, dat door deze belasting wordt nagestreefd, is om aan

de gemeente Sint-Jans-Molenbeek de financiële middelen te verschaffen, die noodzakelijk zijn voor haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren, alsook om haar financieel evenwicht te waarborgen en overwegende dat, tot het bereiken van dit doel, het juist blijkt om met de belastingcapaciteit van de belastingbetalers rekening te houden, en dit in de wettelijke bezorgdheid een rechtvaardige verdeling van de belastingsdruk te waarborgen;  
Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;  
Overwegende dat het ontwerp van de gewijzigde tekst van het bovenvermelde reglement gezien werd door de Gemeenteontvanger;  
Op voorstel van het Schepencollege van 9 februari 2015;

BESLIST:

#### Artikel 1

Er wordt ten bate van de gemeente, voor de dienstjaren 2015 tot 2018 inbegrepen, een jaarlijkse belasting geheven op de niet-bebouwde gronden.

#### Artikel 2

Onder een niet-bebouwde grond verstaat men:

- hetzij ieder onbebouwd onroerend goed waarvan het kadastraal perceel de identificatie-eenheid is, overeenkomstig de artikels 471 en 472 van het WIB 1992;
- hetzij het onroerend goed opgenomen als niet-bebouwde grond, volgens de kaart van de bestaande toestand van het GBP, van kracht geworden op 29 juni 2001, gewijzigd volgens de vergunningen per bouwvergunning geleverd na de datum van de inwerkingtreding van het GBP.

#### Artikel 3

De belastingvoet is vastgesteld op:

- voor het eerste belastingsjaar: 10,00 EUR per vierkante meter oppervlakte en per jaar zoals vermeld in de kadastrale gegevens van de betreffende grond;
- voor het tweede belastingsjaar: 15,00 EUR per vierkante meter oppervlakte en per jaar zoals vermeld in de kadastrale gegevens van de betreffende grond;
- vanaf het derde belastingsjaar: 20,00 EUR per vierkante meter oppervlakte en per jaar zoals vermeld in de kadastrale gegevens van de betreffende grond;
- voor de gronden die zich bevinden in de perimeter van een BBP in opmaak: 2,00 EUR per vierkante meter oppervlakte en per jaar, zoals vermeld in de kadastrale gegevens van de betreffende grond;

Er is een minimale aanslag van 300,00 EUR vastgesteld per niet-bebouwde grond zoals omschreven in artikel 2 van huidig reglement.

#### Artikel 4

De belasting is verschuldigd door de eigenaar(s) of de houder(s) van zakelijke rechten op de grond of op het gebouw op 1 januari van het aanslagjaar van de heffing, namelijk:

- door de eigenaar.
- door de opstalgever, in geval van recht van erfpacht of van opstal. De erfpachter of de opstalhouder is solidair verantwoordelijk voor de betaling van de belasting;
- door de vruchtgebruiker, in geval van vruchtgebruik. De naakte eigenaar is solidair verantwoordelijk voor de betaling van de belasting.

#### Artikel 5

Worden van de belasting vrijgesteld:

- de nieuwe eigenaars van een niet-bebouwde grond, zoals omschreven in artikel 2 van huidig reglement, gedurende de vijf dienstjaren die volgen op de aankoop van de grond, zolang ze eigenaar zijn van één enkele onbebouwde grond met uitsluiting van elk ander onroerend goed.

Wordt niet vrijgesteld van de belasting, de eigenaar die een vergunning gekregen heeft per bouwvergunning van beperkte duur zoals beschreven in het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 29 januari 2004.

Worden vrijgesteld van het toepassingsgebied van huidige belasting:

- de niet bouwbare gronden zoals omschreven in het GBP (groene zones en landbouwgronden, bijzondere voorschriften – punt F) of in de BBP's van kracht.
- de gronden met een oppervlakte van minder dan 150 m<sup>2</sup> die volledig ingericht zijn als tuin op 1 januari van het dienstjaar, uitgerust met afsluitingen die op reglementaire wijze gemaakt en gevestigd zijn, en die grenzen aan een bebouwde grond die aan dezelfde eigenaar behoort.

#### Artikel 6

Het gemeentebestuur stuurt een aangifteformulier naar de belastingplichtige, die dit document, behoorlijk ingevuld en ondertekend, vóór de vermelde vervaldatum, dient terug te sturen. De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft is gehouden er één aan te vragen voor 31 december van het betreffende belastingjaar. De aangifte blijft van kracht tot herroeping.

#### Artikel 7

De belastingplichtige is verplicht het Gemeentebestuur te verwittigen, per aangetekend schrijven, van alle veranderingen die kunnen tussenkomen bij de invordering van de belasting.

#### Artikel 8

Indien de aangifte niet binnen de voorziene termijn gebeurt, of indien de aangifte onjuist, onvolledig of onnauwkeurig ingevuld is, wordt de belasting ambtshalve ten kohier gebracht.

De belastingen die ambtshalve ten kohier gebracht worden, worden als volgt verhoogd overeenkomstig de schaal van de vermeerderingen:

- Geen aangifte, te wijten aan omstandigheden buiten de wil van de belastingplichtige: geen vermeerdering
- Geen aangifte, zonder intentie om de belasting te ontduiken: 10 %

- Geen aangifte, met de intentie om de belasting te ontduiken: 50 %
  - Onvolledige of onjuiste aangifte, te wijten aan omstandigheden buiten de wil van de belastingplichtige: geen vermeerdering
  - Onvolledige of onjuiste aangifte, zonder intentie om de belasting te ontduiken: 10 %
  - Onvolledige of onjuiste aangifte, met de intentie om de belasting te ontduiken: 50 %
  - Onvolledige of onjuiste aangifte, gekoppeld aan valsheid, gebruik van valse stukken of poging tot omkoping van de ambtenaar: 200 %
- De aanvankelijk voorziene vermeerdering zal verdubbeld worden als het feit dat de vermeerdering doet ontstaan, zich het daaropvolgende jaar herhaalt; deze vermeerdering mag echter het dubbele van de verschuldigde belasting niet overschrijden.

Artikel 9

De belasting wordt ingevorderd via kohier. Het belastingkohier wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen.

Artikel 10

Bij gebrek aan de betaling van de belasting binnen de termijn, is er een intrest verschuldigd tegen de voorziene intrestvoet inzake de directe belastingen, deze intrest wordt berekend per kalendermaand vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de vervaldatum.

Artikel 11

De regels betreffende de bovenvermelde ordonnantie van 3 april 2014 zijn van toepassing.

Artikel 12

In geval van bezwaar, moet de bezwaarindiener niet bewijzen dat hij de belasting betaald heeft. Het indienen van een bezwaar schorst de invorderbaarheid van de belasting en van de intresten wegens laattijdige betaling niet.

Artikel 13

Huidig reglement vervangt, vanaf het dienstjaar 2015, het belastingsreglement op de niet-bebouwde gronden, gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 23 mei 2013 voor de dienstjaren 2013 tot 2016 inbegrepen.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
38 stemmers : 25 positieve stemmen, 13 onthoudingen.

---

#012/25.02.2015/A/0012# **Logement Et Gestion Immobilière - Huisvesting En Beheer Gebouwen**  
**Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18**  
**décembre 2014 octroyant à la commune de Molenbeek-Saint-Jean un**  
**subside pour assurer les frais de fonctionnement de son Observatoire local**  
**du Logement pour l'année 2014.**

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 17.11.2014 décidant de solliciter l'octroi à la commune de Molenbeek-Saint-Jean d'un subside d'un montant de 25.000,00 EUR par le gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale afin d'assurer les frais de fonctionnement de son Observatoire local du Logement pour l'année 2014 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 décembre 2014 octroyant une subvention de 25.000,00 EUR à la Commune de Molenbeek-Saint-Jean pour intervenir, en 2014, dans les frais de fonctionnement de son Observatoire local du Logement;

Vu la convention complémentaire annexée à l'arrêté précité transmise par le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale et précisant les modalités de mise à disposition et de contrôle de la subvention;

Considérant que les missions d'Observatoire local du Logement sont assurées au sein de l'administration communale par la Cellule Logement;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale;

DECIDE :

Article 1

De solliciter le subside d'un montant de 25.000,00 EUR octroyé par le gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale afin d'assurer les frais de fonctionnement de son Observatoire local du Logement pour l'année 2014.

Article 2

D'approuver la convention complémentaire de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 décembre 2014 précisant les modalités de mise à disposition et de contrôle de la subvention et de procéder à sa signature.

Article 3

De transmettre au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale toutes les pièces justificatives concernant l'utilisation de ce subside.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à



l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
38 votants : 38 votes positifs.

**Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering d.d. 18 december 2014 tot toekenning van een toelage aan de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek om de werkingskosten van haar plaatselijke Observatorium voor de Huisvesting voor het jaar 2014 te dekken.**

DE RAAD,

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen d.d. 17.11.2014 die de toekenning door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering aan de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek van een subsidie ten bedrage van 25.000,00 EUR om de werkingskosten van haar plaatselijke Observatorium voor de Huisvesting voor het jaar 2014 te dekken goed te keuren;  
Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering d.d. 18 december 2014 tot toekenning van een toelage van 25.000,00 EUR aan de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek om de werkingskosten van haar plaatselijke Observatorium voor de Huisvesting voor het jaar 2014 te dekken;  
Gelet op de aanvullende overeenkomst van het voornoemde besluit door de Brusselse Hoofdstedelijke Ministerie overgebracht die de modaliteiten van de terbeschikkingstelling en controle van de subsidie verduidelijkt;  
Gelet op de opdrachten van het plaatselijke Observatorium in het Gemeentebestuur door de Huisvestingscel vervuld zijn;  
Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT :

Artikel 1

De subsidie ten bedrage van 25.000,00 EUR door de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest toegekend te verzoeken om de werkingskosten van haar plaatselijk Observatorium voor de Huisvesting voor het jaar 2014 te dekken;

Artikel 2

De aanvullende overeenkomst van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 december 2014 die de modaliteiten van de terbeschikkingstelling en controle van de subsidie verduidelijkt goed te keuren en handelen aan haar aantekening;

Artikel 3

Aan de Brusselse Hoofdstedelijke Ministerie al de bewijsstukken betreffend deze subsidie over te brengen.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichhoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

Abdelkarim Haouari quitte la séance / verlaat de zitting  
Jan Gypers quitte la séance / verlaat de zitting  
Khadija El Hajjaji quitte la séance / verlaat de zitting  
Shazia Manzoor quitte la séance / verlaat de zitting  
Nicole Linders-Dubocage quitte la séance / verlaat de zitting

---

#012/25.02.2015/A/0013# **Logement Et Gestion Immobilière - Huisvesting En Beheer Gebouwen Espace Bellevue, quai du Hainaut, 41-43 - Occupation de locaux par la Mission Locale de Molenbeek.**

LE CONSEIL,

Considérant que la Commune sollicite des investisseurs privés et publics à s'installer sur le site des Brasseries Bellevue une fois les travaux d'aménagement terminés ;

Considérant que le projet « Espace Hôtelier Bellevue » a entre autre pour objectif la création d'un espace de formation et la mise en place d'un programme de formation-insertion de personnes peu qualifiées pour une remise à niveau et/ou à l'emploi des demandeurs d'emploi et la construction d'un Hôtel qui sera utilisé en vue de la formation pratique par le travail des personnes suivant le programme de formation ;

Considérant que la Mission Locale de Molenbeek est, depuis le début du projet, partenaire de la Commune et gère au quotidien le volet formation du projet ;  
Vu la délibération du 23 septembre 2014 par laquelle le Collège des Bourgmestre et Echevins approuve le projet d'installation de la Mission Locale de Molenbeek sur une partie du sous-sol, du rez-de-chaussée et du 1er étage du bâtiment Bellevue pour un total de 667 m<sup>2</sup> et de lui octroyer la gratuité du loyer ;  
Considérant que la Mission Locale de Molenbeek signera avec les gestionnaires

de l'hôtel Bellevue une convention de partenariat précisant les modalités des programmes de formation ;  
Considérant qu'il y a lieu de conclure une convention d'occupation entre l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean et la Mission Locale de Molenbeek pour une durée de 10 ans;  
Considérant que cette convention a été soumise au service des Affaires juridiques ;  
Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;  
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 02 février 2015 ;

DECIDE :

Article 1

D'approuver le projet de convention d'occupation par la Mission Locale de Molenbeek d'une partie des locaux de l'espace Bellevue, sis quai du Hainaut, 41-43 ;

Article 2

D'accorder la gratuité du loyer et de fixer la provision mensuelle de charges à la somme de 1.000,00 EUR.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
33 votants : 33 votes positifs.

---

**Bellevueruimte, Henegouwenkaai, 41-43 - Gebruik van lokalen door de 'Mission Locale de Molenbeek'.**

DE RAAD,

Overwegende dat de Gemeente private en publieke investeerders vraagt om zich op de site van de Bellevuebrouwerij te installeren zodra de inrichtingswerken zijn beëindigd;

Overwegende dat het project " Hotelcentrum Bellevue" onder andere tot doel heeft om een opleidingsruimte te creëren en om een opleidings- en integratieprogramma te starten van laagopgeleiden voor bijscholing en/of tewerkstelling van werkzoekenden en de bouw van een Hotel dat gebruikt zal worden in het kader van de praktische opleiding door het werk van de personen die het programma van de opleiding volgen;

Overwegende dat de Mission Locale de Molenbeek vanaf het begin van het project, partner van de Commune is en dagelijks het opleidingsprogramma beheert;

Gezien de beraadslaging van 23 september 2014 waarmee het College van Burgemeester en Schepenen het project goedkeurt voor de installatie van de 'Mission Locale de Molenbeek' op een gedeelte van de kelder-, de gelijkvloerse en de 1<sup>e</sup> verdieping van het Bellevuegebouw voor een totaal van 667 m<sup>2</sup> en haar het gratis karakter van de huur toe te kennen ;

Overwegende dat de 'Mission Locale' van Molenbeek met de beheerders van Hotel Bellevue een partnershipovereenkomst moet tekenen om de modaliteiten van de opleidingsprogramma's te nauwkeurig vast te leggen ;

Overwegende dat er een gebruiksovereenkomst moet worden afgesloten tussen het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek en de Mission Locale de Molenbeek voor een duur van 10 jaar;

Overwegende dat deze overeenkomst werd voorgelegd aan de dienst Juridische zaken ;

Gezien artikel 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen d.d. 02 februari 2015;

BESLUIT :

Artikel 1

De ontwerpovereenkomst voor het gebruik van een gedeelte van de lokalen van het gebouw Bellevue gelegen Henegouwenkaai 41-43 door de Mission Locale de Molenbeek goed te keuren;

Artikel 2

Het gratis karakter van de huur toe te kennen en het voorschot voor de lasten vast te leggen op 1.000,00 EUR per maand.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de toezichhoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

Shazia Manzoor entre en séance / treedt in zitting  
Nicole Linders-Dubocage entre en séance / treedt in zitting

## LE CONSEIL,

Considérant que la Commune sollicite des investisseurs privés et publics à s'installer sur le site des Brasseries Bellevue une fois les travaux d'aménagement terminés ;

Considérant que l'asbl Art2work a montré son intérêt d'installer, sur un étage de l'ancienne malterie, une « pépinière d'entreprenariat créatif » ;

Considérant que ce projet s'intitulerait « Bellevue 4 Starters » et consisterait en la création d'un espace de co-working, de rencontre et d'échange pour les jeunes entrepreneurs locaux et créatifs, leur proposant également des séances de formations et de coaching entrepreneurial sur mesure ;

Considérant que ce projet apporterait une dynamique jeune et artistique au site Bellevue, rassemblant des jeunes issus des quartiers populaires et du secteur créatif ;

Vu la décision du 19 février 2014 par laquelle le Collège des Bourgmestre et Echevins décide d'approuver le projet d'installation de l'asbl Art2Work pour les espaces situés aux 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup> et 6<sup>èmes</sup> étages du bâtiment Bellevue pour une surface totale de 709,1 m<sup>2</sup> et de proposer un loyer mensuel de 3.900,00 EUR ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 26.02.2014

approuvant la méthode de calcul des loyers dans le cadre de la location d'une infrastructure communale qui prévoit notamment d'octroyer une réduction du loyer au cas où des investissements seraient réalisés par le locataire ;

Considérant que l'asbl prévoit de faire 100.000,00 EUR d'investissements fixes sur fonds propre pour l'aménagement de ses espaces dans Bellevue ;

Considérant que le droit d'occupation mensuel de l'asbl s'élèvera, après réduction, à 2.100,00 EUR et que la provision mensuelle de charges s'élèvera à la somme de 1.300,00 EUR ;

Considérant qu'il est également prévu qu'en cas de non obtention du subside FEDER 2020 dans le cadre de son dossier de candidature « Bellevue 4 Starters », l'asbl Art2work aura la faculté, dans le mois qui suit la réception de la décision du FEDER, de mettre un terme immédiatement à la convention ;

Considérant qu'il y a lieu de conclure une convention d'occupation entre l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean et l'asbl Art2work pour une durée de 12 ans;

Considérant que cette convention a été soumise au service des Affaires juridiques ;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE :

### Article 1

D'approuver le projet de convention d'occupation par l'asbl Art2work d'une partie des locaux de l'espace Bellevue, sis quai du Hainaut, 41-43 ;

### Article 2 :

De fixer le montant du droit d'occupation mensuel à la somme de 2.100,00 EUR et la provision mensuelle de charges à la somme de 1.300,00 EUR.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

## **Bellevueruimte, Henegouwenkaai 41-43 - Gebruik van lokalen door vzw Art2work.**

DE RAAD,

Overwegende dat de Gemeente private en publieke investeerders vraagt om zich op de site van de Bellevuebrouwerij te installeren zodra de inrichtingswerken zijn beëindigd ;

Overwegende dat de vzw Art2work haar belangstelling heeft getoond om op een verdieping van de voormalige mouterij een « kwekerij van creatief ondernemerschap » te installeren

Overwegende dat dit project « Bellevue 4 Starters » zou gaan heten en zou bestaan uit de inrichting van een ruimte voor co-working, ontmoeting en uitwisseling voor jonge lokale en creatieve ondernemers, en tegelijk ook opleidingsessies en coaching op maat voor ondernemers zou aanbieden ;

Overwegende dat dit project een jonge en artistieke dynamiek op de Bellevuesite zou brengen, en jongeren zou samenbrengen die afkomstig zijn uit de volkswijken en de creatieve sector ;

Gezien de beslissing van 19 februari 2014 waarmee het College van Burgemeester en Schepenen onder andere het project van de installatie van de vzw Art2work goedkeurt voor de ruimten gelegen op de 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup> en 6<sup>e</sup> verdieping van het Bellevuegebouw voor een totale oppervlakte van 709,1 m<sup>2</sup> en een maandelijkse huur voorstelt van 3.900 EUR ;

Gezien de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 26 februari 2014 houdende goedkeuring van de berekeningsmethode van het huurprijs in het kader van de huur van een gemeentelijke infrastructuur dat vooral voorziet een vermindering van de huurprijs toe te kennen in het geval er investeringen worden uitgevoerd door de huurder ;

Overwegende dat de vzw voorziet om voor 100.000,00 EUR vaste investeringen te doen met eigen geld voor de inrichting van zijn ruimten in Bellevue ;

Overwegende dat het maandelijks gebruiksrecht van de vzw na de verlagingen 2.100,00 EUR en het voorschot voor de lasten 1.300,00 EUR per maand bedragen ;

Overwegende dat het ook is voorzien dat in het geval de subsidie EFRO 2020 niet wordt verkregen in het kader van haar kandidatuurdossier « Bellevue 4 Starters », vzw Art2work de mogelijkheid zal hebben om binnen de maand die volgt op de ontvangst van de beslissing van het EFRO onmiddellijk een einde te stellen aan de overeenkomst ;

Overwegende dat er een gebruiksovereenkomst moet worden afgesloten tussen het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek en de vzw Art2work voor een duur van 12 jaar;

Overwegende dat deze overeenkomst werd voorgelegd aan de dienst Juridische zaken ;

Gezien artikel 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet ;

BESLIST :

Artikel 1

De ontwerpovereenkomst voor het gebruik van een gedeelte van de lokalen van het gebouw Bellevue gelegen Henegouwenkaai 41-43 door de vzw Art2work goed te keuren;

Artikel 2

Het bedrag van het gebruiksrecht vast te leggen op 2.100,00 EUR per maand en het voorschot voor de lasten vast te leggen op 1.300,00 EUR per maand.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de toezichhoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

Abdelkarim Haouari entre en séance / treedt in zitting  
Jan Gypers entre en séance / treedt in zitting

---

#012/25.02.2015/A/0015# **Logement Et Gestion Immobilière - Huisvesting En Beheer Gebouwen Espace Bellevue, quai du Hainaut, 41-43 - Occupation de locaux par l'asbl Atelier Groot Eiland.**

LE CONSEIL,

Considérant que la Commune sollicite des investisseurs privés et publics à s'installer sur le site des Brasseries Bellevue une fois les travaux d'aménagement terminés ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 12 septembre 2012 d'approuver le projet d'installation d'un restaurant d'économie sociale constitué d'une cuisine professionnelle au sein du site Bellevue par l'asbl Atelier Groot Eiland ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 11 septembre 2013 d'approuver l'agrandissement de l'espace accordé à l'asbl Atelier Groot Eiland au sein du site Bellevue ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 19 février 2014 d'approuver le projet d'installation de l'asbl sur une partie du rez-de-chaussée pour une surface totale de 282,6 m<sup>2</sup> et de proposer un droit d'occupation mensuel de 1.600,00 EUR ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 14 avril 2014 d'octroyer à l'asbl la progressivité de son loyer au cours des trois premières années d'exploitation, à savoir la gratuité durant la première année d'exploitation et une réduction de 50 % de son loyer durant la deuxième et troisième année d'exploitation;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 26.02.2014 approuvant la méthode de calcul des loyers dans le cadre de la location d'une infrastructure communale qui prévoit notamment d'octroyer une réduction du loyer au cas où des investissements seraient réalisés par le locataire ;

Considérant que l'asbl Atelier Groot Eiland prévoit de faire 100.640,00 EUR d'investissements fixes sur fonds propre pour l'aménagement de ses espaces dans Bellevue ;

Considérant que le droit d'occupation mensuel de l'asbl s'élèvera, après réduction, à 500,00 EUR et que la provision mensuelle de charges s'élèvera à la somme de 500,00 EUR ;

Considérant qu'il y a lieu de conclure une convention d'occupation entre l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean et l'asbl Atelier Groot Eiland pour une durée de 12 ans;

Considérant que cette convention a été soumise au service des Affaires juridiques ;

Vu l'article 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 02 février 2015 ;

DECIDE:

Article 1

D'approuver le projet de convention d'occupation par l'asbl Atelier Groot Eiland d'une partie des locaux du rez-de-chaussée de l'espace Bellevue, sis quai

du Hainaut, 41-43.

Article 2

De fixer le montant du droit d'occupation mensuel à la somme de 500,00 EUR et la provision mensuelle de charges à la somme de 500,00 EUR.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

37 votants : 37 votes positifs.

---

**Bellevueruimte, Henegouwenkaai 41-43 - Gebruik van lokalen door vzw Atelier Groot Eiland.**

DE RAAD,

Overwegende dat de Gemeente private en publieke investeerders vraagt om zich op de site van de Bellevuebrouwerij te installeren zodra de inrichtingswerken zijn beëindigd;

Gezien de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 12 september 2012 houdende goedkeuring van het project voor de installatie van een restaurant van de sociale economie dat bestaat in een professionele keuken binnen de Bellevuesite door de vzw Atelier Groot eiland ;

Gezien de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 11 september 2013 houdende goedkeuring van de vergroting van de aan vzw Atelier Groot Eiland toegekende ruimte binnen de Bellevuesite ;

Gezien de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 19 februari 2014 houdende goedkeuring van het project voor de installatie van de vzw op een gedeelte van de gelijkvloerse verdieping voor een totale oppervlakte van 282,6 m<sup>2</sup> en en het voorstel van een maandelijks gebruiksrecht van 1.600,00 EUR ;

Gezien de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 14 april 2014 om aan de vzw een progressieve huur toe te kennen in de loop van de drie eerste jaren van de uitbating, met name gratis gedurende het eerste jaar van de uitbating en een vermindering van 50% van zijn huurprijs gedurende het tweede en het derde jaar van zijn uitbating;

Gezien de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 26 februari 2014 houdende goedkeuring van de berekeningsmethode van het huurprijs in het kader van de huur van een gemeentelijke infrastructuur dat vooral voorziet een vermindering van de huurprijs toe te kennen in het geval er investeringen worden uitgevoerd door de huurder ;

Overwegende dat vzw Atelier Groot Eiland voorziet om 100.640,00 EUR vaste investeringen te doen met eigen geld voor de inrichting van zijn ruimten in Bellevue ;

Overwegende dat het maandelijks gebruiksrecht van de vzw, na de verminderingen, 500,00 EUR en het voorschot voor de lasten 500,00 EUR per maand bedragen;

Overwegende dat er een gebruiksovereenkomst moet worden afgesloten tussen het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek en de vzw Atelier Groot Eiland voor een duur van 12 jaar;

Overwegende dat deze overeenkomst werd voorgelegd aan de dienst Juridische zaken ;

Gezien artikel 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen d.d. 2 februari 2015;

BESLUIT :

Artikel 1

De ontwerpovereenkomst voor het gebruik van de lokalen op een gedeelte van de gelijkvloerse verdieping van het gebouw Bellevue gelegen Henegouwenkaai 41-43 door de vzw Atelier Groot Eiland goed te keuren.

Artikel 2

Het bedrag van het gebruiksrecht vast te leggen op 500,00 EUR per maand en het voorschot voor de lasten vast te leggen op 500,00 EUR per maand.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de toezichhoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

Dirk Berckmans quitte la séance / verlaat de zitting

---

#012/25.02.2015/A/0016# **Logement Et Gestion Immobilière - Huisvesting En Beheer Gebouwen Clos des Rosacées - Vente d'un terrain communal cadastré division 4, section C, n°188f2 (partie), contenant 48,87m<sup>2</sup>.**

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Conseil Communal en date 22 octobre 2014 décidant e.a. :

Article 1 :

D'approuver le principe de la vente, avec publicité préalable, d'une partie de la parcelle communale située entre le Clos des Rosacées n°9 et le Parc Hauwaert, cadastrée division 4, section C, n°188f2 (partie), contenant 48,87 m<sup>2</sup> ;

Article 2 :

De fixer le montant du prix de vente à minimum 6.600 EUR, soit un montant de 135 EUR/m<sup>2</sup> ;

Considérant qu'eu égard au principe de transparence, un avis de vente du terrain en question a été publié sur le terrain ainsi que sur les différents panneaux d'affichage communaux du 10 décembre 2014 au 29 décembre 2014 ;

Considérant qu'une offre a été introduite auprès de l'Administration communale par une habitante de Molenbeek-Saint-Jean, pour un montant de 135 EUR/m<sup>2</sup> ;

Considérant qu'il s'agit d'une parcelle de 48, 87 m<sup>2</sup> et que ce terrain ne peut donc pas être fortement rentabilisé et qu'au vu de ce qui précède, l'offre peut être prise en considération ;

Vu l'offre d'achat introduite ;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 26 janvier 2015 ;

DECIDE :

Article unique

D'approuver la vente de la parcelle communale située entre le Clos des Rosacées n°9 et le Parc Hauwaert cadastrée division 4, section C, n°188 f2 (partie), contenant 48, 87 M<sup>2</sup>.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

36 votants : 36 votes positifs.

---

**Rozengarde - Verkoop van een gemeentelijk terrein ten kadaster gekend in de afdeling 4, sectie C, nr.188f2 (gedeelte), omvattend 48,87m<sup>2</sup>.**

DE RAAD,

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad d.d. 22 oktober 2014 waarbij o.a. besloten werd:

Artikel 1 :

Het principe goed te keuren van de verkoop, met voorafgaande bekendmaking, van een gedeelte van het gemeentelijk perceel gelegen tussen de Rozengarde nr.9 en het Hauwaertpark, ten kadaster gekend in de afdeling 4, sectie C, nr.188f2 (gedeelte), omvattend 48,87m<sup>2</sup>;

Artikel 2 :

Het bedrag van de verkoopprijs vast te leggen op minstens 6.600 EUR, hetzij een bedrag van 135 EUR/m<sup>2</sup> ;

Overwegende dat, volgens het principe van openbaarheid, een verkoopsaankondiging van het terrein, op het terrein en op de verschillende gemeentelijke mededelingsborden vanaf 10 december 2014 tot en 29 december 2014 werd gepubliceerd;

Overwegende dat een offerte werd ingediend bij het gemeentebestuur door een inwoner van Sint-Jans-Molenbeek, ten bedrage van 135 EUR/m<sup>2</sup>;

Overwegende dat het een perceel van 48, 87 m<sup>2</sup> betreft en het terrein dus niet erg hoog kan renderen en gezien het voorafgaande, kan de offerte in overweging genomen worden;

Gelet op de ingediende aankoopofferte;

Gezien artikelen 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 26 januari 2015 ;

BESLUIT :

Enig artikel

De verkoop goed te keuren van het gemeentelijk perceel gelegen tussen de Rozengarde nr.9 en het Hauwaertpark, ten kadaster gekend in de afdeling 4, sectie C, nr.188f2 (gedeelte), omvattend 48,87m<sup>2</sup>.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de toezichhoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

LE CONSEIL,

Considérant que, dans le cadre du Contrat de quartier « Ecluse-Saint-Lazarre », la Commune a construit un immeuble à l'angle des rues d'Enghien et de Bonne;

Considérant que le dossier de base du Contrat de quartier Ecluse Saint-Lazarre comprend l'opération 5a.1 qui prévoit l'installation d'une « Antenne d'accueil ONE » ;

Considérant que ces locaux seront utilisés pour des consultations de médecine préventive destinées à des enfants de 0 à 6 ans et agréées par l'ONE ;

Considérant qu'il y a lieu dès lors de conclure une convention d'occupation entre l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean et l'ASBL des Femmes Prévoyantes Socialistes du Brabant appelée à gérer l'Antenne ONE pour une durée de 12 ans ;

Considérant que cette convention prévoit le versement d'un droit d'occupation de 1.250,00 EUR et que les consommations d'énergie seront prises en charge par l'Association ;

Considérant que cette convention a été soumise au service des Affaires juridiques ;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE :

Article 1

D'approuver le projet de convention d'occupation, pour une durée de 12 ans, par l'ASBL des Femmes Prévoyantes Socialistes du Brabant, des locaux sis à l'angle des rues d'Enghien et de Bonne en vue de l'installation d'une Antenne « ONE »

Article 2

De fixer le montant du droit d'occupation mensuel à la somme de 1.250,00 EUR et d'approuver la prise en charge par l'ASBL de la consommation énergétique.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

36 votants : 36 votes positifs.

---

**Hoek van de Edingenstraat en de Bonnestraat - Gebruik van een pand verworven in het kader van het wijkcontract Sluis-Sint-Lazarus - Verhuur van de lokalen door vzw van de Socialistische Vrouwen Vereniging van Brabant voor het project "ONE".**

DE RAAD,

Overwegende dat in het kader van het wijkcontract "Sluis-Sint-Lazarus", de gemeente op de hoek van de Edingen- en Bonnestraat een gebouw heeft gebouwd;

Overwegende dat het basisdossier van het wijkcontract Sluis-Sint-Lazarus stap 5a.1 omvat, die voorziet in de plaatsing van een "onthaalpost ONE";

Overwegende dat deze lokalen zullen gebruikt worden voor preventieve medische raadplegingen bestemd voor kinderen van 0 tot 6 jaar en erkend zijn door het ONE;

Overwegende dat het daarom nodig is om een gebruiksovereenkomst af te sluiten tussen het gemeentestuur van Sint-Jans-Molenbeek en de vzw van de Socialistische Vrouwen Vereniging van Brabant, die de taak heeft gekregen om de ONE-post te beheren voor een periode van 12 jaar;

Overwegende dat deze overeenkomst een storting van het gebruiksrecht van 1.250,00 € voorziet en dat het energieverbruik aangerekend wordt aan de vereniging;

Overwegende dat deze overeenkomst voorgelegd werd aan de dienst Juridische Zaken;

Gelet op artikel 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT :

Artikel 1

De ontwerpovereenkomst voor het gebruik door de vzw van de Socialistische Vrouwen Vereniging van Brabant, voor een periode van 12 jaar, van de lokale gelegen op de hoek van de Edingenstraat en de Bonnestraat met het oog op plaatsing van een "ONE", goed te keuren.

Artikel 2

Het bedrag van 1.250,00 € voor het maandelijks gebruiksrecht vast te leggen en de tenlasteneming van het energieverbruik door de vzw goed te keuren.

Deze beraadslaging moet aan de Toezichhoudende overheid worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
36 stemmers : 36 positieve stemmen.

Dirk Berckmans entre en séance / treedt in zitting

---

#012/25.02.2015/A/0018# **Logement Et Gestion Immobilière - Huisvesting En Beheer Gebouwen  
Chaussée de Gand, 163 - Location du rez-de-chaussée commercial -  
Avenant n°1.**

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Conseil Communal du 22 octobre 2014 décidant d'approuver le projet de bail commercial entre la Commune et le locataire en vue de l'installation d'une boutique et un salon de dégustation dans les locaux commerciaux du rez-de-chaussée situés à la chaussée de Gand, 163 à 1080 Bruxelles.

Considérant que le locataire sollicite par courrier du 12 janvier 2015, la gratuité de l'occupation pendant la durée prolongée de ses travaux ainsi qu'une réduction supplémentaire pour les deux premières années de location;  
Prend connaissance du projet d'avenant n°1 au contrat de bail commercial initial,

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;  
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 16 février 2015 ;

DECIDE :

Article 1

De prolonger la gratuité d'occupation jusqu'au 31 mars 2015 dans le cadre de la location des locaux à usage commercial sis chaussée de Gand, 163 à 1080 Bruxelles ;

Article 2

D'accorder la diminution du loyer de 1.000,00 EUR à 800,00 EUR pour la période du 01 avril 2015 au 31 mars 2016;

Article 3

D'accorder la diminution du loyer de 1.100,00 EUR à 900,00 EUR pour la période du 01 avril 2016 au 31 mars 2017;

Article 4

D'approuver le projet d'avenant n°1 au bail commercial relatif à la location des locaux à usage commercial du rez-de chaussée sis chaussée de Gand, 163 en vue de l'installation d'une boutique et un salon de dégustation.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

37 votants : 36 votes positifs, 1 abstention.

---

**Steenweg op Gent 163 - Verhuring van een gelijkvloers handelspand - 1ste Aanhangsel.**

DE RAAD,

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 22 oktober 2014 beslissende dat:

Enig artikel

Het ontwerp van handelshuurovereenkomst tussen de Gemeente en de huurder met het oog op de vestiging van een winkel en verbruikssalon in de lokalen van het gelijkvloerse handelspand in de Steenweg op Gent 163 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek goed te keuren.

Overwegende de huurder in zijn schrijven van 12 januari 2015 het gratis gebruik tijdens de periode van de werken vraagt evenals een bijkomende vermindering voor de twee eerste jaren ;

Neemt kennis van het ontwerp van het 1<sup>ste</sup> aanhangsel;

Gezien artikel 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen d.d. 16 februari 2015;

BESLIST :

Artikel 1

Het gratis recht op gebruik van de lokalen gelegen in de Steenweg op Gent 163 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, niet tot 31 december 2014 maar wel tot 31 maart 2015 toe te kennen;

Artikel 2

De vermindering van de huur van 1000 EUR naar 800 EUR voor het recht op gebruik van de lokalen gelegen in de Steenweg op Gent 163 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek toe te kennen voor de periode van 1 april 2015 tot 31 maart 2016;

Artikel 3

De vermindering van de huur van 1.100 EUR naar 900 EUR voor het recht op gebruik van de lokalen gelegen in de Steenweg op Gent 163 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek toe te kennen voor de periode van 1 april 2016 tot 31 maart 2017;



Artikel 4

Het ontwerp van het 1<sup>ste</sup> aanhangsel bij de handelshuur door het Palais du Balkis van de lokalen van de gelijkvloerse verdieping in de Steenweg op Gent 163 goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
37 stemmers : 36 positieve stemmen, 1 onthouding.

Khadija El Hajjaji entre en séance / treedt in zitting

---

#012/25.02.2015/A/0019# **Logement Et Gestion Immobilière - Huisvesting En Beheer Gebouwen Transit et Hôtel Social - Convention de partenariat avec l'ASBL AMPHORA sis boulevard du Jubilé, 42.**

LE CONSEIL,

Considérant que les logements de transit et l'Hôtel Social ont pour mission d'héberger et d'encadrer un public en situation de crise ;  
Considérant que les personnes hébergées sont en situation de précarité nécessitant un accompagnement social ;  
Considérant que l'ASBL AMPHORA a pour mission d'améliorer la capacité d'un public fragilisé à faire face à une situation financière difficile pendant une période définie ;  
Considérant que l'ASBL AMPHORA est disposée à ouvrir sa supérette au public des logements de transit et de l'Hôtel Social pour lui permettre d'acquérir gratuitement des denrées de base de la FEAD (Fonds européen d'aide aux plus démunis) ;  
Considérant dès lors qu'il y a lieu de conclure une convention de partenariat entre l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean et l'ASBL AMPHORA pour une durée d'un an avec possibilité de reconduction tacite ;  
Vu le projet de convention type proposé par l'ASBL AMPHORA ;  
Considérant que cette convention a été soumise au service des Affaires juridiques qui a marqué son accord quant à son contenu ;  
Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE :

Article unique

D'approuver le projet de convention de partenariat, pour une durée de 1 an, avec possibilité de reconduction tacite, entre la Commune et l'ASBL AMPHORA, Boulevard du Jubilé, 42, en vue de permettre aux personnes hébergées dans les logements de transit et l'Hôtel social d'acquérir gratuitement des denrées de base de la FEAD (Fonds européen d'aide aux plus démunis).

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
38 votants : 38 votes positifs.

---

**Transit en Sociaal Hotel – Partnerschapsovereenkomst met de VZW AMPHORA gelegen in de Jubelfeestlaan, 42.**

DE RAAD,

Overwegende dat de transitwoningen en het Sociaal Hotel als opdracht hebben om aan een publiek in een crisissituatie onderdak en omkadering te verschaffen ;  
Overwegende dat de tijdelijk gehuisveste personen zich in een kwetsbare situatie bevinden en dus sociale begeleiding nodig hebben ;  
Overwegende dat de ASBL AMPHORA als opdracht heeft om bij een kwetsbaar publiek het vermogen om het hoofd te bieden aan een moeilijke financiële situatie gedurende een welomlijnde periode te verbeteren ;  
Overwegende dat de ASBL AMPHORA haar superette wil openen voor het publiek van de transitwoningen en het Sociaal Hotel om hen de mogelijkheid te geven er gratis basisvoedingsproducten van het FEAD (Fonds voor Europese hulp aan de meest behoeftigen ) te krijgen ;  
Overwegende dat er daarom reden is om een partnerschapsovereenkomst af te sluiten tussen het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek en de ASBL AMPHORA voor de duur van één jaar met de mogelijkheid van een stilzwijgende verlenging ;  
Gelet op de type-ontwerpovereenkomst voorgesteld door de ASBL AMPHORA ;

Overwegende dat deze overeenkomst werd voorgelegd bij de dienst Juridische zaken en deze zijn akkoord heeft gegeven wat de inhoud betreft ;  
Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

BESLUIT :

Enig artikel

Het ontwerp voor de partnerschapsovereenkomst tussen de Gemeente en de ASBL AMPHORA voor de duur van 1 jaar goed te keuren, met mogelijkheid tot stilzwijgende verlenging, om de mogelijkheid te geven aan het publiek van de transitwoningen en het Sociaal Hotel gratis basisvoedingsproducten van het FEAD (Fonds voor Europese hulp aan de meest behoeftigen) te krijgen;

De volgende deliberatie zal aan de Toezichthoudende overheid overgemaakt worden conform met het artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 die een administratief toezicht op de gemeenten door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest organiseert.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

---

#012/25.02.2015/A/0020# **Travaux Publics - Openbare Werken**

**Travaux Publics - Marché de travaux relatif au placement d'un nouvel éclairage du terrain C de football du stade Edmond Machtens - Retrait de la décision du Conseil communal 26.11.2014 - CC15.004.**

LE CONSEIL,

Vu sa décision en date du 26.11.2014 décidant e.a :

Article 1

d'approuver le projet relatif au placement d'un nouvel éclairage du terrain C de football du stade Edmond Machtens ;

Article 2

d'approuver le cahier spécial des charges, les métrés et les plans établis à cet effet par l'auteur de projet ;

Article 3

d'approuver le projet d'avis de marché établi à cet effet par le service des Travaux Publics ;

Article 4

d'approuver la dépense globale estimée à 223.140,50 EUR HTVA (TVA 21% soit 46.860,00 EUR) soit 270.000,00 EUR TVAC;

Article 5

de réserver la dépense à l'art. 7640/722/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2014 et de la couvrir par fond d'emprunt;

Article 6

de recourir à la procédure de l'adjudication ouverte.

Considérant que, conformément à la législation organisant le transmis des décisions des organes communaux à l'autorité de tutelle, la délibération du Conseil communal mentionnée ci-dessus a été transmise à l'A.P.L en date du 03.12.2014 ;

Vu l'Arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 19.01.2015, suspendant l'exécution de la susdite délibération du 26.11.2014 ;

DECIDE :

Article unique

De retirer sa délibération du 26.11.2014 relative à l'approbation du projet concernant le placement d'un nouvel éclairage du terrain C de football du stade Edmond Machtens.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
38 votants : 37 votes positifs, 1 abstention.

---

**Openbare Werken betreffende de plaatsing van nieuwe verlichting op voetbalveld C van het Edmond Machtensstadion - Intrekking van zijn beraadslaging d.d 26.11.2014 - GR15.004.**

DE RAAD,

Gelet op zijn beraadslaging d.d 26.11.2014 houdende o.a beslissing:

Artikel 1

het ontwerp betreffende de plaatsing van nieuwe verlichting op voetbalveld C van het Edmond Machtensstadion goed te keuren;

Artikel 2

het bestek, de meetstaten en de plannen hiertoe opgesteld door de ontwerper goed te keuren;

Artikel 3

het ontwerp van aankondiging van opdracht , hiertoe opgesteld door de dienst

Openbare Werken goed te keuren;

Artikel 4

de globale uitgave geraamd ad. 223.140,50 EUR BTW niet inbegrepen (BTW 21% ad. 46.860,00 EUR) ad. 270.000,00 EUR BTW inbegrepen (goed te keuren;

Artikel 5

deze uitgave aan te rekenen op art. 7640/722/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2014 en ze te dekken met leningsgelden;

Artikel 6

gebruik te maken van de openaanbesteding;

Overwegende dat in overeenstemming met de wetgeving die het overmaken van de beslissingen van de gemeentelijke instellingen aan de Toezichhoudende overheid regelt, de hiervoor vermelde beraadslaging van de Gemeenteraad is overgemaakt aan het B.P.B op 03.12.2014;

Overwegende dat het besluit van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gedateerd 19.01.2015 betreffende de schorsing van de uitvoering van de bovenvermelde beslissing van 26.11.2014;

BESLUIT :

Enig artikel

Zijn beraadslaging in te trekken d.d. 26.11.2014 betreffende de goedkeuring van het project met betrekking tot de plaatsing van nieuwe verlichting op voetbalveld C van het Edmond Machtensstadion.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
38 stemmers : 37 positieve stemmen, 1 onthouding.

Dirk Berckmans quitte la séance / verlaat de zitting  
Youssef Lakhroufi quitte la séance / verlaat de zitting

---

#012/25.02.2015/A/0021# **Travaux Publics - Openbare Werken**

**Travaux Publics - Marché de travaux relatif au réaménagement de cours de récréation à l'école communale n°16 - Modification du cahier des charges et des annexes - CC15.003.**

LE CONSEIL,

Vu sa décision en date du 17.12.2014 décidant e.a :

Article 1

d'approuver le projet relatif au réaménagement des cours de récréation de l'école 16 à Molenbeek-Saint-Jean ;

Article 2

d'approuver le cahier spécial des charges, les métrés et les plans établis à cet effet par l'auteur de projet ;

Article 3

d'approuver le projet d'avis de marché établi à cet effet par le service des Travaux Publics ;

Article 4

d'approuver la dépense globale estimée à 371.900,83 HTVA (TVA 21% soit 78.099,17 EUR) ; soit 450.000,00 EUR TVAC ;

Article 5

de réserver à l'art. 7220/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2014 et de la couvrir par fond d'emprunt;

Article 6

de recourir à la procédure de l'adjudication ouverte.

Considérant que, conformément à la législation organisant le transmis des décisions des organes communaux à l'autorité de tutelle, la délibération du Conseil communal mentionnée ci-dessus a été transmise à l'A.P.L en date du 07.01.2015 ;

Vu que le dossier a été approuvé par l'autorité de tutelle par dépassement de délai ;

Considérant que suite aux remarques émises par l'autorité de tutelle, il y a lieu de modifier le cahier spécial de charges et ses annexes,

Prend connaissance du cahier des charges et des annexes modifiés selon les remarques émises par l'autorité de Tutelle ;

Vu la loi du 15 juin 2006, l'A.R. du 15 juillet 2011 et l'A.R. du 14 janvier 2011 relatifs aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'art. 117 et 234 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE :

Article unique

D'approuver le cahier des charges et ses annexes modifiés selon les remarques de l'autorité de Tutelle relatif au réaménagement des cours de récréation de l'école 16 à Molenbeek-Saint-Jean.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
36 votants : 36 votes positifs.

---

**Openbare Werken - Herinrichting van de speelplaatsen - Wijziging van het bestek en zijn bijlagen - GR15.003.**

DE RAAD,

Gelet op zijn beraadslaging d.d 17.12.2014 houdende o.a beslissing:

Artikel 1

het ontwerp betreffende de herinrichting van de speelplaatsen van school 16 in Sint-Jans-Molenbeek goed te keuren;

Artikel 2

het bestek, de meetstaten en de plannen hiertoe opgesteld door de ontwerper goed te keuren;

Artikel 3

het ontwerp van aankondiging van opdracht , hiertoe opgesteld door de dienst Openbare Werken goed te keuren;

Artikel 4

de globale uitgave geraamd ad. 371.900,83 EUR BTW niet inbegrepen (BTW 21% : 78.099,17 EUR) ; ad. 450.000,00 EUR BTW inbegrepen goed te keuren;

Artikel 5

deze uitgave aan te rekenen op art. 7220/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2014 en ze te dekken met leningsgelden;

Artikel 6

gebruik te maken van de openaانبesteding;

Overwegende dat in overeenstemming met de wetgeving die het overmaken van de beslissingen van de gemeentelijke instellingen aan de Toezichhoudende overheid regelt, de hiervoor vermelde beraadslaging van de Gemeenteraad is overgemaakt aan het B.P.B op 07.01.2015;

Gezien dat het dossier door de Toezichhoudende overheid werd goed gekeurd door de overschreden van de termijn ;

Overwegende dat volgens de opmerkingen van toezichhoudende overheid, het bestek en zijn bijlagen moeten gewijzigd worden;

Neemt kennis van het bestek en de bijlagen die gewijzigd zijn volgens de opmerkingen van de Toezichhoudende overheid;

Gelet de wet van 15 juni 2006, van het K.B. van 15 juli 2011 en van het K.B. van 14 januari 2011 betreffende de overheidsopdrachten voor aanname van werken, leveringen en diensten;

Gelet op art. 117 en 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT :

Enig artikel

Het bestek en zijn bijlagen die gewijzigd zijn volgens de opmerkingen van de toezichhoudende overheid betreffende de herinrichting van de speelplaatsen van school 16 in Sint-Jans-Molenbeek goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

---

#012/25.02.2015/A/0022# **Travaux Publics - Openbare Werken**

**Travaux Publics - Marché de travaux relatif à la rénovation et l'isolation des toitures de l'école communale n°5, sise Place de la Duchesse de Brabant, 27 - Modification du cahier des charges et des annexes - CC15.005.**

LE CONSEIL,

Vu sa décision en date du 22.10.2014 décidant e.a :

Article 1

d'approuver le projet relatif à la rénovation et à l'isolation des toitures de l'école communale n°5, sise Place de la Duchesse de Brabant, 27;

Article 2

d'approuver le cahier spécial des charges, les métrés et les plans établis à cet effet par le service des Travaux publics ;

Article 3

d'approuver le projet d'avis de marché établi à cet effet par le service des Travaux Publics ;

Article 4

d'approuver la dépense globale estimée à 420.000,00 EUR TVA comprise ;

Article 5

de réserver la dépense à l'article 7220/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2014 et de la couvrir par les éventuels subsides octroyés dans le cadre du Programme Prioritaire de Travaux en faveur des bâtiments scolaires du Ministère de la communauté Française et le solde par fonds d'emprunt;

Article 6

de recourir à la procédure de l'adjudication ouverte.

Considérant que, conformément à la législation organisant le transmis des décisions des organes communaux à l'autorité de tutelle, la délibération du Conseil communal mentionnée ci-dessus a été transmise à l'A.P.L en date du 14.11.2014 ;

Vu que le dossier a été approuvé par l'autorité de tutelle par dépassement de délai ;

Considérant que suite aux remarques émises par l'autorité de tutelle, il y a lieu de modifier le cahier spécial de charges et ses annexes,  
Prend connaissance du cahier des charges et des annexes modifiés selon les remarques émises par l'autorité de Tutelle ;  
Vu la loi du 15 juin 2006, l'A.R. du 15 juillet 2011 et l'A.R. du 14 janvier 2011 relatifs aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;  
Vu l'art. 117 et 234 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE :

Article unique

D'approuver le cahier des charges et ses annexes modifiés selon les remarques de l'autorité de Tutelle relatif à la rénovation et à l'isolation des toitures de l'école communale n°5, sise Place de la Duchesse de Brabant,27.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
36 votants : 36 votes positifs.

---

**Openbare Werken - Opdracht van werken betreffende de renovatie en isolatie van daken van de gemeenteschool n°5, gelegen te Hertogin van Brabantplaats,27 - Wijziging van het bestek en zijn bijlagen - GR15.005.**

DE RAAD,

Gelet op zijn beraadslaging d.d 22.10.2014 houdende o.a beslissing:

Artikel 1

het ontwerp betreffende de renovatie en isolatie van de daken van de gemeenteschool n°5, gelegen te Hertogin van Brabantplaats, 27 goed te keuren;

Artikel 2

het bestek, de meetstaten en de plannen hiertoe opgesteld door de dienst Openbare Werken goed te keuren;

Artikel 3

het ontwerp van aankondiging van opdracht , hiertoe opgesteld door de dienst Openbare Werken goed te keuren;

Artikel 4

de globale uitgave geraamd ad. 420.000,00 EUR BTW inbegrepen;

Artikel 5

deze uitgave aan te rekenen op art. 7220/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2014 en ze te dekken met de eventuele subsidies toegekend in het kader van Prioritaire Programma van Werken voor de schoolgebouwen van de Ministerie van de Franse Gemeenschap en het saldo met leningsgelden;

Artikel 6

gebruik te maken van de openaanbesteding;

Overwegende dat in overeenstemming met de wetgeving die het overmaken van de beslissingen van de gemeentelijke instellingen aan de Toezichhoudende overheid regelt, de hiervoor vermelde beraadslaging van de Gemeenteraad is overgemaakt aan het B.P.B op 14.11.2014;

Gezien dat het dossier door de Toezichhoudende overheid werd goed gekeurd door de overschreden van de termijn ;

Overwegende dat volgens de opmerkingen van toezichhoudende overheid, het bestek en zijn bijlagen moeten gewijzigd worden;

Neemt kennis van het bestek en de bijlagen die gewijzigd zijn volgens de opmerkingen van de Toezichhoudende overheid;

Gelet de wet van 15 juni 2006, van het K.B. van 15 juli 2011 en van het K.B. van 14 januari 2011 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op art. 117 en 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT :

Enig artikel

Het bestek en zijn bijlagen die gewijzigd zijn volgens de opmerkingen van de toezichhoudende overheid betreffende de renovatie en isolatie van de daken van de gemeenteschool n°5, gelegen te Hertogin van Brabantplaats, 27 goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
36 stemmers : 36 positieve stemmen.

Vu l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 16.07.1998 relative à l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public ;  
Vu sa délibération en date du 21.03.2013 ; proposant à la Région de Bruxelles-Capitale, pour le triennat 2013-2015, son programme triennal d'investissement ;  
Vu la notification du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, Administration des Pouvoirs Locaux en date du 25.09.2013 ;  
Vu sa délibération en date du 24.09.2014 ; proposant à la Région de Bruxelles-Capitale, pour le triennat 2013-2015, la modification de son programme triennal d'investissement ;  
Vu la notification du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, Administration des Pouvoirs Locaux en date du 25.09.2013, notifiant son accord ;  
Considérant que l'IBGE a lancé une étude pour le réaménagement complet de la zone de sport et de plein air du parc Bonnevie, située entre la chaussée de Merchtem et la rue de l'école et entre la rue de Geneffe et la rue Bonnevie ;  
Considérant que suite à l'évolution du projet, les rues De Geneffe et Bonnevie ont été intégrées dans les espaces à aménager, mais que l'IBGE ne peut pas prendre en charge le financement de ces voiries, estimé à 600.000,00 EUR TVA comprise ;  
Considérant que ces travaux sont prioritaires et indispensables pour la réalisation de l'ensemble du projet de l'IBGE, et que pour les financer la commune doit faire appel aux subsides de la Région de Bruxelles-Capitale, dans le cadre du programme triennal d'investissement 2013-2015 ;  
Considérant que pour ajouter ce projet au programme du plan triennal d'investissement, il y a lieu de retirer les projets n°04 – rue de la Lys, n°05 – rue Van Soust, et n°06 – rue Montagnes aux Angès et que ceux-ci seront à nouveau proposés lors du prochain programme triennal ;  
Considérant que la commune propose d'ajouter le projet suivant dans la dotation triennale d'investissement 2013-2015 :

- Projet n°13 – « Réaménagement complet des rues De Geneffe et Bonnevie » ;

DECIDE :

Article unique

De modifier le programme triennal d'investissement 2013-2015 de la façon suivante :

Suppression des projets :

- Projet n°04 – « Réaménagement de voirie de la rue Van Soust » ;
- Projet n°05 – « Réaménagement de voirie de la rue de la Lys » ;
- Projet n°06 – « Réaménagement de voirie de la rue Montagne aux Angès » ;

Introduction du projet :

- Projet n°13 – « Réaménagement complet des rues De Geneffe et Bonnevie ».

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
36 votants : 36 votes positifs.

---

**Driejarig investerings- en ontwikkelingsplan 2013-2015 - Toekenning van subsidies door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - 2de wijziging - GR15.002.**

DE RAAD,

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 16.07.1998 betreffende de toekenning van subsidies om investeringen van openbaar nut aan te moedigen;  
Gelet op zijn beraadslaging van 21.03.2013, met voorstelling van zijn driejarig investeringsprogramma voor de periode 2013-2015 aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;  
Gelet op de kennisgeving van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Bestuur Plaatselijke Besturen, van 25.09.2013;  
Gelet op zijn beraadslaging van 24.09.2014, met voorstelling van de wijziging van zijn driejarig investeringsprogramma voor de periode 2013-2015 aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;  
Gelet op de kennisgeving van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Bestuur Plaatselijke Besturen, van 25.09.2013 tot instemming daarmee;  
Overwegende dat het BIM gestart is met een studie voor de volledige heraanleg van de sport- en recreatiezone van het Bonneviepark, gelegen tussen de Merchtemsesteenweg en de Schoolstraat en tussen de De Geneffestraat en de Bonneviestraat;  
Overwegende dat naar aanleiding van de evolutie van het project de De Geneffestraat en de Bonneviestraat in de in te richten ruimten werden opgenomen, maar dat het BIM de financiering van die wegeniswerken, geraamd op 600.000,00 EUR btw inbegrepen, niet op zich kan nemen;  
Overwegende dat deze werken prioritair en noodzakelijk zijn voor de uitvoering van het hele project van het BIM en dat de gemeente, om deze te financieren, een beroep moet doen op de subsidies van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in het kader van het driejarig investeringsprogramma 2013-2015;  
Overwegende dat om dit ontwerp toe te voegen aan het programma van het

driejarig investeringsplan er reden is om ontwerp nr. 04 – Leiestraat, ontwerp nr. 05 – Van Souststraat, en ontwerp nr. 06 – Engelenbergstraat in te trekken en om deze opnieuw voor te leggen bij het volgende driejarig programma; Overwegende dat de gemeente voorstelt om het volgende ontwerp op te nemen in de driejarige investeringsdotatie 2013-2015:

- Ontwerp nr. 13 – "Volledige heraanleg van de De Geneffestraat en de Bonneviestraat";

BESLUIT:

Enig artikel

om het driejarig investeringsprogramma 2013-2015 als volgt te wijzigen:  
Intrekking van ontwerpen:

- Ontwerp nr. 04 – "Heraanleg van de wegenis van de Van Souststraat";
- Ontwerp nr. 05 – "Heraanleg van de wegenis van de Leiestraat";
- Ontwerp nr. 06 – "Heraanleg van de wegenis van de Engelenbergstraat";

Indiening van ontwerp:

- Ontwerp nr. 13 – "Volledige heraanleg van de De Geneffestraat en de Bonneviestraat".

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
36 stemmers : 36 positieve stemmen.

---

#012/25.02.2015/A/0024# **Projets Subsidiés - Gesubsidieerde Projecten**

**Projets Subsidiés - Nouvelle Loi communale article 234 alinéa 3 - Marchés publics - Communication des décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, plus particulièrement l'article 234, alinéa 3;  
Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins relative à la passation de marchés publics par procédure négociée en vertu de l'article 26, § 1, 1, a) de la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;  
Est informé des décisions du Collège suivantes :

Objet : Lancement du marché de service essais de sol - Projets réalisés durant la période allant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2016 – Cahier spécial des Charges et engagement de la dépense

Marché de service par procédure négociée sans publicité – cahier spécial des charges – dépense estimée à 45.000 euros TVAC relatif au lancement du marché de service essai de sol pour la période du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2016 – budget extraordinaire 2014 - article budgétaire 9301/731/60 - dépenses couvertes par les subsides octroyés dans le cadre des contrats de quartier et de la Politique des Grandes Villes et le solde par fonds d'emprunt.

Objet : Lancement du marché de Coordination Sécurité et Santé - Projets réalisés durant la période allant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2016 – Cahier spécial des Charges et engagement de la dépense  
Marché de service par procédure négociée sans publicité – cahier spécial des charges – dépense estimée à 81.000 euros TVAC relatif au lancement du marché de service de coordination sécurité santé pour plusieurs projets de type brique pour la période du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2016 – budget extraordinaire 2014 - 65.000 euros à l'article budgétaire 9301/731/60 et 16.000 euros à l'article budgétaire 9304/731/60 - dépenses couvertes par les subsides octroyés dans le cadre des contrats de quartier et de la Politique des Grandes Villes et le solde par fonds d'emprunt.

DECIDE :

Article unique

D'approuver le mode de financement des dépenses susvisées c'est-à-dire par les subsides contrat de quartier et Politique des Grandes Villes et le solde par fonds d'emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
36 votants : 36 votes positifs.

---

**Gesubsidieerde projecten - Nieuwe Gemeentewet artikel 234 alinea 3 - Overheidsopdrachten - Mededeling van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen.**

DE RAAD,

Gezien de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 alinea 3;  
Gezien de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen waarbij opdrachten gegund worden door een onderhandelingsprocedure volgens artikel 26, §1, 1<sup>o</sup> a) van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten  
Wordt geïnformeerd over de volgende beslissing van het College:

Betreft: lancering van de overheidsopdracht voor de dienst Bodemtest –  
Projecten gerealiseerd tijdens de periode van 1 januari 2015 tot 31 december 2016 – Lastenboek en inschrijving van de uitgave  
Overheidsopdracht voor dienst door onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking – lastenboek – uitgave geschat op 45.000 BTW inbegrepen betreffende de lancering van de overheidsopdracht voor dienst bodemtest voor de periode van 1 januari 2015 tot 31 december 2016 – buitengewoon budget 2014 – begrotingsartikel 9301/731/60 – uitgave gedekt door een subsidie toegekend in het kader van de Wijkcontracten en het Grootstedenbeleid en het saldo door leningsgelden.

Betreft: lancering van de overheidsopdracht voor de Coördinatie Gezondheid en Veiligheid - Projecten gerealiseerd tijdens de periode van 1 januari 2015 tot 31 december 2016 – Lastenboek en inschrijving van de uitgave  
Overheidsopdracht voor dienst door onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking – lastenboek – uitgave geschat op 80.000 BTW inbegrepen betreffende de lancering van de overheidsopdracht voor dienst Coördinatie Gezondheid en Veiligheid voor de periode van 1 januari 2015 tot 31 december 2016 – buitengewoon budget 2014 – 65.000 euros op begrotingsartikel 9301/731/60 en 16.000 euros op begrotingsartikel 9304/731/60 – uitgave gedekt door toegekende subsidies in het kader van de Wijkcontracten en het Grootstedenbeleid en het saldo door leningsgelden.

BESLIST:

Enig artikel

De financieringswijze van de betreffende uitgaven goed te keuren, dwz door de subsidies Wijkcontract en Grootstedenbeleid en het saldo door leningsgelden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
36 stemmers : 36 positieve stemmen.

Shazia Manzoor quitte la séance / verlaat de zitting

---

#012/25.02.2015/A/0025# **Projets Subsidiés - Gesubsidieerde Projecten**

**Projet Espace Hôtelier Bellevue – Approbation de la convention d’engagements réciproques pour l’utilisation du nom Bellevue.**

LE CONSEIL,

Vu la délibération du 21 mai 2014 par laquelle le Collège des Bourgmestre et Echevins donne son accord de principe pour l’utilisation du nom « Bellevue » pour l’hôtel situé sur le site des anciennes brasseries Belle-Vue;  
Vu la délibération du 24 septembre 2014 par laquelle le Conseil communal décide d’approuver la convention d’utilisation du nom « Bellevue » pour le futur hôtel situé sur le site des anciennes brasseries Belle-Vue, conclue entre la Commune et la S.A. AB Inbev Belgium;  
Considérant que, dans le cadre de cette convention, il a été conclu que la Commune impose à Hotelligen de s’approvisionner en bières pils et Kriek en fûts (Perfect Draft) et petits conditionnements, dans une certaine mesure, auprès d’Inbev;  
Considérant que la S.A. Hotelligen, gestionnaire de l’hôtel Bellevue, avait marqué son accord verbal sur les termes de la convention d’utilisation de nom avant la signature de celle-ci;  
Considérant que la présente convention d’engagements réciproques sera conclue entre la Commune et la S.A. Hotelligen et a pour objectif que la S.A. Hotelligen reconnaisse prendre à sa charge et sous sa responsabilité les engagements pris par la Commune envers Inbev dans la convention d’utilisation de nom;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale;

DECIDE:

Article unique

D’approuver la convention d’engagements réciproques pour l’utilisation du nom Bellevue.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
35 votants : 22 votes positifs, 1 vote négatif, 12 abstentions.

---

**Project Hotelruimte Bellevue - Goedkeuring van de overeenkomst**



**betreffende de wederzijdse verbintenissen voor het gebruik van de naam Belvue.**

DE RAAD,

Gezien de beraadslaging van 21 mei 2014 waarmee het College van Burgemeester en Schepenen zijn principeakkoord geeft voor het gebruik van de naam « Belvue » voor het hotel gelegen op de site van de voormalige brouwerij Belle-Vue;

Gezien de beraadslaging van 24 september 2014 waarmee de Gemeenteraad de overeenkomst goedkeurt betreffende het gebruik van de naam "Belvue" voor het hotel gelegen op de site van de voormalige brouwerij Belle-Vue, overeengekomen tussen de Gemeente en de NV InBev Belgium;

Overwegende dat, in het kader van deze overeenkomst, overeengekomen is dat de Gemeente aan Hotelligen oplegt om zich te bevoorraden van pils- en Kriekbieren van het vat (Perfect Draft) en kleine verpakkingen, tot op zekere hoogte, bij InBev;

Overwegende dat de NV Hotelligen, beheerder van het hotel Belvue, zijn mondeling akkoord had gegeven wat betreft de bepalingen van de overeenkomst betreffende het naamgebruik vóór de ondertekening ervan;

Overwegende dat deze overeenkomst van wederzijdse verbintenissen zal afgesloten worden tussen de Gemeente en de NV Hotelligen en dat ze als doel heeft dat de NV Hotelligen beaamt om voor zijn rekening en onder zijn verantwoordelijkheid de verbintenissen te respecteren die de Gemeente heeft aangegaan tegenover InBev in de overeenkomst betreffende het naamgebruik;

Gezien artikel 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT:

Enig artikel

De overeenkomst betreffende de wederzijdse verplichtingen voor het gebruik van de naam « Belvue » goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
35 stemmers : 22 positieve stemmen, 1 negatieve stem, 12 onthoudingen.

Christian Magérus entre en séance / treedt in zitting

---

#012/25.02.2015/A/0026# **Relation Et Action Sociale - Sociale Relaties En Acties**

**Participation financière des seniors molenbeekoïls lors des festivités.**

LE CONSEIL,

Vu la réglementation de l'organisation des festivités des seniors en date du ...  
Vu la délibération du collège échevinal du 29/01/2014, par laquelle il marque son accord de principe pour organiser un dîner de printemps, une excursion d'un jour et un dîner de Noël aux seniors molenbeekoïls ;  
Vu la situation financière de la commune, il serait souhaitable de demander une participation financière aux seniors de 5,00 EUR pour le dîner de printemps et 10,00 EUR pour l'excursion d'un jour et ce à partir de l'année 2015 et de maintenir la gratuité pour le dîner de Noël;  
Considérant que pour la facilité de la gestion, il serait souhaitable de percevoir la participation financière lors des jours d'inscriptions et en cas de non-participation à la festivité de considérer cette somme comme un acquit, c'est-à-dire non remboursable en aucun cas;

DECIDE :

Article 1

D'approuver la demande d'une participation financière aux seniors lors de l'inscription pour le dîner de Printemps à concurrence de 5,00 EUR et pour l'excursion d'un jour la somme de 10,00 EUR et ce à partir de l'année 2015, non remboursable en aucun cas.

Article 2

De maintenir la gratuité pour le dîner de Noël.

Article 3

De mettre un fonds de caisse ainsi que des caisses enregistreuses à disposition du service de l'Action Sociale.

Article 4

D'inscrire la recette à l'article 8340/161/48 de l'année budgétaire.

Expédition de la présente délibération sera transmise au service de la Comptabilité (B6) et à la Recette communale (B4)

Le Conseil approuve le projet de délibération.

---

**Financiële bijdrage van de Molenbeekse senioren voor de festiviteiten.**

DE RAAD,

Gezien het reglement betreffende het organiseren van de festiviteiten voor de senioren op datum van ...  
Gezien de beraadslaging van het schepencollege op 29/01/2014, waarin zij het principeel akkoord voor de organisatie van een lentediner, een eendagsuitstap en een kerstdiner voor de Molenbeekse senioren goedkeuren;  
Gezien de financiële situatie van de gemeente, zou het opportuun zijn een financiële bijdrage te vragen aan de senioren ten bedrage van 5,00 EUR voor het lentediner en 10,00 EUR voor de eendagsuitstap en dit met ingang van het jaar 2015 en de kosteloosheid te behouden voor het kerstdiner;  
Overwegende dat voor een goed beheer, het wenselijk zou zijn de financiële bijdrage te innen tijdens de inschrijvingsdagen en in geval van geen deelname aan de festiviteit deze som te weerhouden als een betaling, dus in geen enkel geval terugbetaalbaar;

BESLUIT :

Artikel 1

Het goedkeuren van de financiële bijdrage aan de senioren ten bedrage van 5,00 EUR voor het lentediner en 10,00 EUR voor de eendagsuitstap en dit met ingang van het jaar 2015 en in geen enkel geval terugbetaalbaar.

Artikel 2

Het behoud van de kosteloosheid van het kerstdiner.

Artikel 3

Het terbeschikkingstellen van een startkapitaal en kasregisters aan de dienst Sociale Actie.

Artikel 4

De ontvangsten in te schrijven op het artikel 8340/161/48 van het begrotingsjaar.

Onderhavige beraadslaging zal worden overgemaakt aan de dienst boekhouding (B.6) en Gemeentekas (B.4).

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

---

#012/25.02.2015/A/0027# **7ème Direction - 7de Directie**

**Convention entre la Commune et l'A.S.B.L « Chats Libres » relative à la stérilisation des chats errants.**

Le point est retiré de l'ordre du jour.

---

**Overeenkomst tussen de Gemeente en de V.Z.W. "Chats Libres" betreffende de sterilisatie van zwervkatten.**

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

---

#012/25.02.2015/A/0028# **7ème Direction - 7de Directie**

**Ecolabel pour la Maison Communale - Approbation et signature de la charte.**

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Collège des Bourgmestres et Echevins du 19/01/2015, décidant de poursuivre la démarche de labellisation de la Maison Communale en tant qu'« Entreprise Ecodynamique » et de charger le département Développement Durable de l'encadrement de ce processus de labellisation ;  
Considérant que l'inscription au processus de l'Eco-label consiste en la signature d'une charte d'intention ;  
Considérant l'accord du service des Affaires Juridiques sur cette convention en date du 26/01/2015;

DECIDE:

Article unique

D'approuver et de signer la charte du label « ENTREPRISE ECODYNAMIQUE » établie par l'I.B.G.E.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
36 votants : 36 votes positifs.

---

**label ecodynamische onderneming voor het Gemeentehuis - Goedkeuring en handtekening van de charter.**

DE RAAD,

Gezien de deliberatie van het College der Burgemeester en Schepenen van 19/01/2015, beslissende om door te gaan met het label "ecodynamische onderneming" voor het Gemeentehuis en de afdeling duurzame ontwikkeling te belaste met de begeleiding van dit proces van kwaliteitsmerk;  
Overwegende dat de inschrijving aan het proces "ecodynamische onderneming" bestaat in een handtekening van een voornemenscharter;  
Gezien het akkoord van de Juridische Dienst over deze overeenkomst op datum van 26/01/2015;

BESLUIT :

Enige artikel

Het charter van het label « ECODYNAMISCHE ONDERNEMING » opgesteld door de B.I.M. goed te keuren en ondertekenen.

Verzending van de huidige beraadslaging zal doorgegeven worden aan de Voogdijoverheid in overeenstemming met de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
36 stemmers : 36 positieve stemmen.

Paulette Piquard quitte la séance / verlaat de zitting

---

#012/25.02.2015/A/0029# **Instruction Publique Et Culture - Openbaar Onderwijs En Cultuur**  
**MoMuse - Nouvelle Loi communale article 234 alinéa 3 - Marchés publics - Communication d'une décision du Collège des Bourgmestre et Echevins.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale notamment l'article 234 par. 3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003, 9 mars 2006 et 11 juillet 2013 ;  
Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 22 décembre 2014 relative à la restauration de la peinture monumentale de René Van den Neste, par procédure négociée en vertu de l'article 26 par. 1er, 1<sup>o</sup>a) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services ;

EST INFORME DE LA DECISION DU COLLEGE SUIVANTE:

22 décembre 2014 – Restauration de la peinture monumentale de René Van den Neste. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. Application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale – procédure négociée – 17.500,00 EUR TVAC – 7220/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2014 – fonds d'emprunts.

ET DECIDE :

Article unique

D'approuver le mode de financement de la dépense susvisée.  
La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
35 votants : 35 votes positifs.

---

**MoMuse - Nieuwe Gemeentewet - Artikel 234 alinea 3 - Overheidsopdrachten - Mededeling van een beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen.**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234§3 zoals gewijzigd door de ordonnances van 17 juli 2003, 9 maart 2006 en 11 juli 2013;  
Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 december 2014 m.b.t. de restauratie van een monumentaal schilderij van René Van den Neste in franstalige Gemeenteschool nr. 13 waarbij opdrachten gegund worden door onderhandelingsprocedure volgens artikel 26§1, 1<sup>o</sup> a) en artikel 53§2 van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

WORDT GEÏNFORMEERD VAN DE VOLGENDE BESLISSING VAN  
HET COLLEGE:

22 december 2014 – Dienstenopdracht – Restauratie van een monumentaal schilderij van René Van den Neste in franstalige Gemeenteschool nr. 13 – Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's tot dewelke men zich wendt. Toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet. – onderhandelingsprocedure – 17.500,00 EUR BTW inbegrepen – Art. 7220/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2014 – Leningsgelden;

EN BESLUIT :

Enig artikel

De financieringswijze van de bovenvermelde uitgave goed te keuren. Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichhoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

---

#012/25.02.2015/A/0030# **Instruction Publique Et Culture - Openbaar Onderwijs En Cultuur**  
**MoMuse - Petites acquisitions pour expositions, publications et animations du Musée communal.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'une des missions fondamentales du Musée communal consiste en la constitution d'une collection propre d'objets et de documents représentatifs de l'histoire de la commune pouvant alimenter expositions, publications et animations ;

Considérant que la collection se constitue, en partie, grâce à des acquisitions ;  
Considérant que de nombreuses petites pièces, objets comme documents, sont actuellement vendues soit par des particuliers via des sites à enchères sur internet ou à l'occasion de brocantes, soit par des salles de vente, ou toute autre possibilité qui se présenterait ;

Considérant que la plupart du temps, ces petites pièces sont vendues à des prix peu élevés ;

Considérant qu'il est techniquement impossible de faire prendre, préalablement à la vente, une décision du Collège, puis du Conseil lorsqu'il s'agit des types de vente précités ;

Considérant que toute acquisition de petites pièces de collection doit être prouvée par des justificatifs et que toute pièce acquise sera à porter à l'inventaire du Musée communal et à enregistrer par le Collège des Bourgmestre et Echevins et par le Conseil communal ;

Considérant que le Musée communal prévoit, en 2014, un budget de € 800,00 (huit cents euros) pour ce type d'acquisitions ;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 7625/749-51 du budget extraordinaire 2014 ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 15 décembre 2014 ;

DECIDE :

Article 1

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 15 décembre 2014 ;

Article 2

D'approuver le mode de financement par fonds d'emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

---

**MoMuse - Verwerving van kleine stukken voor tentoonstellingen, publicaties en animatie van het Gemeentelijk Museum.**

DE RAAD,

Overwegende dat een van de kerntaken van het Gemeentelijk Museum bestaat uit het verwerven van een eigen collectie objecten en documenten die representatief zijn voor de geschiedenis van de gemeente en die voor tentoonstellingen, publicaties en animatie kunnen worden gebruikt;  
Overwegende dat de collectie gedeeltelijk wordt samengebracht dankzij aankopen;

Overwegende dat vele kleine objecten en documenten worden verkocht door

particulieren op online veilingssites, brocantes, verkoopzalen of via elke andere mogelijkheid die zich voordoet;  
Overwegende dat deze kleine stukken meestal voor een bescheiden prijs worden verkocht;  
Overwegende dat het technisch gezien onmogelijk is om voorafgaand aan de verkoop een beslissing te laten nemen door respectievelijk het College van Burgemeester en Schepenen en de Gemeenteraad, wanneer het een verkoop betreft zoals hierboven genoemd;  
Overwegende dat elke aankoop van kleine collectiestukken moet gestaafd worden met bewijzen, dat elk stuk wordt ingevoerd in de inventaris van het Gemeentelijk Museum en geregistreerd door het College van Burgemeester en Schepenen en door de Gemeenteraad;  
Overwegende dat het Gemeentelijk Museum in 2014 een budget voorziet van 800 EUR (achthonderd EUR) voor dit type van verwervingen;  
Overwegende dat de uitgaven zijn ingeschreven onder artikel 7625/749-51 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2014;  
Gezien de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 15 december 2014;

BESLUIT :

Artikel 1

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 15 december 2014;

Artikel 2

De financieringswijze van de uitgave door leningsgelden goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

---

#012/25.02.2015/A/0031# **Instruction Publique Et Culture - Openbaar Onderwijs En Cultuur**  
**MoMuse - Dons de 23 particuliers au profit du Musée communal.**

LE CONSEIL,

Considérant que le Collège des Bourgmestres et Echevins du 29 octobre 2004 a décidé la création d'un Musée communal permettant de retracer l'histoire de la commune et d'y préserver le patrimoine culturel acquis par la Commune ;  
Considérant qu'une des missions fondamentales du Musée communal consiste en la constitution d'une collection propre d'objets et de documents représentatifs de l'histoire de la commune pouvant alimenter expositions, publications et animations ;

Considérant que les particuliers suivants ont pris l'initiative de faire un don au Musée communal :

M. Jamel Azaoum (Rue de Courtrai, 68 – 1080 Molenbeek-Saint-Jean), un lot de photos de la brasserie Vandestock (« Belle-Vue ») à Molenbeek-Saint-Jean (années 1950/60) ;

Mme Marie-Thérèse Bagnée (Avenue Guillaume De Greef, 377/264 – 1090 Jette-Saint-Pierre), un lot d'archives familiales (années 1920-1940) ;

Mme Danielle Beernaert (Boulevard Louis Mettwie, 93/23 – 1080 Molenbeek-Saint-Jean), un lot de photos et de diplômes de la scolarité de sa mère, Suzanne Coeckx, au Lycée de Molenbeek-Saint-Jean (années 1930) ;

Mme Yolande Bogaerts (Chaussée de Tirlemont, 486 – 1370 Jodoigne), un lot d'archives familiales (années 1930-1980) ;

M. Gustaaf Boogaerts (70, Impasse de la Chapelle – F-07700 Saint-Juste-d'Ardèche), un lot de photos de la section dramatique des « Oud 13 » de Molenbeek-Saint-Jean (années 1950/60) ;

Mme Bouckhuyt-Vuyge (Avenue du Panthéon, 80/2 – 1081 Koekelberg), un lot d'archives familiales (années 1920-1940) ;

M. Robert Brolet (Kapelleveld 31 – 1602 Vlezenbeek), deux images pieuses de l'église et la paroisse de Sainte-Barbe à Molenbeek-Saint-Jean (1926 et 1934) ;

M. Francis Buyck (Place Jean Gabin, 2/3 – 1090 Jette-Saint-Pierre), une ancienne plaque de rue molenbeekoise, de la Rue de la Colonne en l'occurrence ;

Le Cercle d'Histoire de Bruxelles et Extensions (Cité du Sureau, 22 – 1000 Bruxelles) par le biais de son président, M. Eric Demarbaix, un album de documents historiques relatifs au cercle choral « Les Mélomanes » de Molenbeek-Saint-Jean, fondé en 1881 ;

M. Marcel Cortvrint (Rue Hogenbosch, 21 – 1082 Berchem-Sainte-Agathe), un lot de documents et objets en rapport avec le corps des sapeurs-pompiers de Molenbeek-Saint-Jean ;

Mme Jeanine Dardenne (Rue Joseph Schols, 62 – 1080 Molenbeek-Saint-Jean), un lot d'archives familiales (19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles) ;

Mme Olivia De Bruyne (Avenue Saint-Augustin, 17 – 1190 Forest), deux affiches lithographiées imprimées par l'imprimerie molenbeekoise H.

Vankerhoven (début 20<sup>e</sup> siècle) ;

Mme Claudine De Leener (Chaussée de Charleroi, 177 – 5030 Gembloux), un ensemble d'archives familiales ;

M. Georges Hallumiez (Chaussée de Charleroi, 49/5 – 1060 Bruxelles), un ensemble d'affiches, de photos et d'autres documents en rapport avec la société

dramatique molenbeekoise « Kunst en Liefde » ;  
M. Luc Helbig (Avenue Robert Dalechamp, 25 – 1200 Bruxelles), un ensemble de copies de 207 plans de la restauration-reconstruction du château du Karreveld (1956–1958) ;  
Mme Marie-Louise Huygens (Rue Jean Verbiest, 15 – 1080 Molenbeek-Saint-Jean), un lot de documents patriotiques relatifs à la Première Guerre mondiale en Belgique ayant appartenu, au départ, au Molenbeekois Paul Huygens (1876–1934), oncle paternel de Marie-Louise Huygens (1927-2014) ;  
M. Jean-Jacques Knockaert (Boulevard Louis Mettwie, 55/19 – 1080 Molenbeek-Saint-Jean), un important lot de livres et d'images relatifs à l'histoire de Bruxelles et de la Belgique ;  
Mme Isabelle Magotte (Rue Julien Hanssens, 32 – 1080 Molenbeek-Saint-Jean), un lot de documents historiques (1887–1938) d'un ancien sapeur-pompier molenbeekois, Oscar-Pierre Goossens ;  
M. Jo Malcorps (Avenue du Karreveld, 60/8 – 1081 Koekelberg), un petit lot d'archives personnelles relatives au théâtre scolaire à l'Institut Saint-Viateur (1935–1940) ;  
Mme Josiane Schoep (Smisstraat 27 – 1500 Hal), une archive personnelle du temps de sa scolarité à Molenbeek-Saint-Jean (1959-1965) ;  
M. Huub Van der Steld (Glimwormlaan 11 – 1910 Kampenhout), un petit lot de documents relatifs à l'Ecole communale n° 13 et à des entreprises molenbeekoises ;  
M. N. Van Muylem (Rue de la Pastorale, 26-28 – 1080 Molenbeek-Saint-Jean), deux documents relatifs à la « K.V.R. Operettegezelschap » de Molenbeek-Saint-Jean (1936/37) ;  
M. Thierry Vleminckx (Rue de Menin, 35 – 1080 Molenbeek-Saint-Jean), un lot d'objets relatifs à la batellerie ;  
Considérant qu'il convient d'accepter les dons par le Conseil communal, afin qu'ils puissent être enregistrés et inventoriés dans les collections du Musée communal et, par conséquent, dans le patrimoine communal ;  
Considérant l'intérêt historique des objets et documents sous rubrique ;

DECIDE :

#### Article 1

D'accepter les dons faits par :

M. Jamel Azaoum (Rue de Courtrai, 68 – 1080 Molenbeek-Saint-Jean), un lot de photos de la brasserie Vandestock (« Belle-View ») à Molenbeek-Saint-Jean (années 1950/60) ;  
Mme Marie-Thérèse Baugnée (Avenue Guillaume De Greef, 377/264 – 1090 Jette-Saint-Pierre), un lot d'archives familiales (années 1920-1940) ;  
Mme Danielle Beernaert (Bvd Louis Mettwie, 93/23 – 1080 Molenbeek-Saint-Jean), un lot de photos et de diplômes de la scolarité de sa mère, Suzanne Coeckx, au Lycée de Molenbeek-Saint-Jean (années 1930) ;  
Mme Yolande Bogaerts (Chaussée de Tirlemont, 486 – 1370 Jodoigne), un lot d'archives familiales (années 1930-1980) ;  
M. Gustaaf Boogaerts (70, Impasse de la Chapelle – F-07700 Saint-Juste-d'Ardèche), un lot de photos de la section dramatique des « Oud 13 » de Molenbeek-Saint-Jean (années 1950/60) ;  
Mme Bouckhuyt-Vuyge (Avenue du Panthéon, 80/2 – 1081 Koekelberg), un lot d'archives familiales (années 1920-1940) ;  
M. Robert Brolet (Kapelleveld 31 – 1602 Vlezenbeek), deux images pieuses de l'église et la paroisse de Sainte-Barbe à Molenbeek-Saint-Jean (1926 et 1934) ;  
M. Francis Buyck (Place Jean Gabin, 2/3 – 1090 Jette-Saint-Pierre), une ancienne plaque de rue molenbeekoise ;  
Le Cercle d'Histoire de Bruxelles et Extensions (Cité du Sureau, 22 – 1000 Bruxelles) et son président, M. Eric Demarbaix, un album de documents historiques relatifs au cercle choral « Les Mélomanes » de Molenbeek-Saint-Jean, fondé en 1881 ;  
M. Marcel Cortvrint Rue Hogenbosch, 21 – 1082 Berchem-Sainte-Agathe), un lot de documents et objets en rapport avec le corps des sapeurs-pompiers de Molenbeek-Saint-Jean ;  
Mme Jeanine Dardenne (Rue Joseph Schols, 62 – 1080 Molenbeek-Saint-Jean), un lot d'archives familiales (19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles) ;  
Mme Olivia De Bruyne (Avenue Saint-Augustin, 17 – 1190 Forest), deux affiches lithographiées imprimées par l'imprimerie molenbeekoise H. Vankerhoven (début 20<sup>e</sup> siècle) ;  
Mme Claudine De Leener (Chaussée de Charleroi, 177 – 5030 Gembloux), un ensemble d'archives familiales ;  
M. Georges Hallumiez (Chaussée de Charleroi, 49/5 – 1060 Bruxelles), un ensemble d'affiches, de photos et d'autres documents en rapport avec la société dramatique molenbeekoise « Kunst en Liefde » ;  
M. Luc Helbig (Avenue Robert Dalechamp, 25 – 1200 Bruxelles), un ensemble de copies de 207 plans de la restauration-reconstruction du château du Karreveld (1956–1958) ;  
Mme Marie-Louise Huygens (Rue Jean Verbiest, 15 – 1080 Molenbeek-Saint-Jean), un lot de documents patriotiques relatifs à la Première Guerre mondiale en Belgique ;  
M. Jean-Jacques Knockaert (Boulevard Louis Mettwie, 55/19 – 1080 Molenbeek-Saint-Jean), un petit lot de documents relatifs à l'Ecole communale n° 13 et des entreprises molenbeekoises ;  
Mme Isabelle Magotte (Rue Julien Hanssens, 32 – 1080 Molenbeek-Saint-Jean), un précieux lot de documents historiques (1887–1938) d'un ancien sapeur-pompier molenbeekois, Oscar-Pierre Goossens ;  
M. Jo Malcorps (Avenue du Karreveld, 60/8 – 1081 Koekelberg), un petit lot d'archives personnelles relatives au théâtre scolaire à l'Institut Saint-Viateur (1935–1940) ;

Mme Josiane Schoep (Smisstraat 27 – 1500 Hal), une archive personnelle du temps de sa scolarité à Molenbeek-Saint-Jean (1959-1965) ;  
M. Huub Van der Steld (Glimwormlaan 11 – 1910 Kampenhout), un petit lot de documents relatifs à l'Ecole communale n° 13 et des entreprises molenbeekoises ;  
M. N. Van Muylem (Rue de la Pastorale, 26-28 – 1080 Molenbeek-Saint-Jean), deux documents relatifs à la « K.V.R. Operettegezelschap » de Molenbeek-Saint-Jean (1936/37) ;  
M. Thierry Vleminckx (Rue de Menin, 35 – 1080 Molenbeek-Saint-Jean), un lot d'objets relatifs à la batellerie ;  
Article 2  
De charger le Musée communal de la bonne conservation des documents sous rubrique et de les inventorier.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
35 votants : 35 votes positifs.

---

### **MoMuse - Giften van 23 particulieren ten voordele van het Gemeentelijk museum.**

DE RAAD,

Overwegende dat het College van Burgemeester en schepenen van 29 oktober 2004 beslist heeft tot de oprichting van een Gemeentelijk museum om er de geschiedenis van de gemeente te doen herleven en er het door de Gemeente verworven cultureel erfgoed te bewaren;  
Overwegende dat een van de kerntaken van het Gemeentelijk Museum bestaat uit het verwerven van een eigen collectie objecten en documenten die representatief zijn voor de geschiedenis van de gemeente en die voor tentoonstellingen, publicaties en animatie kunnen worden gebruikt;  
Overwegende dat de volgende particulieren het initiatief genomen hebben een gift te doen ten voordele van het Gemeentelijk Museum:  
Dhr. Jamel Azaoum (Kortrijkstraat 68 – 1080 Sint-Jans-Molenbeek), een geheel van foto's van de brouwerij Vandenstock ("Belle-Vue") in Sint-Jans-Molenbeek (jaren 1950/60);  
Mevr. Marie-Thérèse Baugnée (Guillaume De Greeflaan 377/264 – 1090 Sint-Pieters-Jette), een geheel van familiearchieven (jaren 1920-1940);  
Mevr. Danielle Beernaert (Louis Mettwielaan, 93/23 – 1080 Sint-Jans-Molenbeek), een geheel van foto's en diploma's uit de schooltijd aan het Lyceum van Sint-Jans-Molenbeek van haar moeder, Suzanne Coeckx (jaren 1930);  
Mevr. Yolande Bogaerts (Chaussée de Tirlemont 486 – 1370 Geldenaken), een geheel van familiearchieven (jaren 1930-1980);  
Dhr. Gustaaf Boogaerts (70, Impasse de la Chapelle – F-07700 Saint-Juste-d'Ardèche), een geheel van foto's van de toneelafdeling van de "Oud 13" van Sint-Jans-Molenbeek (jaren 1950/60);  
Mevr. Bouckhuys-Vuyge (Pantheonlaan 80/2 – 1081 Koekelberg), een geheel van familiearchieven (jaren 1920-1940);  
Dhr. Robert Brolet (Kapelleveld 31 – 1602 Vlezenbeek), twee devotieprentjes van de kerk en parochie Sint-Barbara te Sint-Jans-Molenbeek (1926 et 1934);  
Dhr. Francis Buyck (Jean Gabinplein, 2/3 – 1090 Sint-Pieters-Jette), een oud Molenbeeks straatnaambord, namelijk van de Kolomstraat;  
De 'Cercle d'Histoire de Bruxelles et Extensions' (Vlierwijk 22 – 1000 Brussel) via zijn voorzitter, Dhr. Eric Demarbaix, een album met historische documenten m.b.t. de in 1881 gestichte koorkring « Les Mélomanes » van Sint-Jans-Molenbeek;  
Dhr. Marcel Cortvrint (Hogenboschstraat 21 – 1082 Sint-Agatha-Berchem), een geheel van documenten en objecten m.b.t. het brandweerkorps van Sint-Jans-Molenbeek;  
Mevr. Jeanine Dardenne (Joseph Scholsstraat 62 – 1080 Sint-Jans-Molenbeek), een geheel van familiearchieven (19<sup>de</sup> en 20<sup>ste</sup> eeuw);  
Mevr. Olivia De Bruyne (Sint-Augustinuslaan 17 – 1190 Vorst), twee gelithografeerde affiches gedrukt door de Molenbeekse drukkerij Vankerhoven (begin 20<sup>ste</sup> eeuw);  
Mevr. Claudine De Leener (Chaussée de Charleroi, 177 – 5030 Gembloers), een geheel van familiearchieven;  
Dhr. Georges Hallumiez (Charleroise Steenweg 49/5 – 1060 Brussel), een geheel van affiches, foto's en andere documenten m.b.t. de Molenbeekse theatervereniging "Kunst en Liefde";  
Dhr. Luc Helbig (Robert Dalechamplaan 25 – 1200 Brussel), een geheel van 207 copieën van plannen van de restauratie-reconstructie van het Karreveldkasteel (1956-1958);  
Mevr. Marie-Louise Huygens (Jean Verbieststraat 15 – 1080 Sint-Jans-Molenbeek), een geheel van vaderlandse documenten m.b.t. de Eerste Wereldoorlog in België;  
Dhr. Jean-Jacques Knockaert (Louis Mettwielaan 55/19 – 1080 Sint-Jans-Molenbeek), een belangrijk geheel van boeken en beelden m.b.t. de geschiedenis van Brussel en België;  
Mevr. Isabelle Magotte (Julien Hanssensstraat 32 – 1080 Sint-Jans-Molenbeek), een waardevol geheel van historische documenten (1887-1938) m.b.t. een Molenbeekse oud-brandweerman, Oscar-Pierre Goossens;  
Dhr. Jo Malcorps (Karreveldlaan 60/8 – 1081 Koekelberg), een klein geheel van persoonlijke archieven m.b.t. schooltheater op het "Institut Saint-Viateur"

(1935–1940);

Mevr. Josiane Schoep (Smisstraat 27 – 1500 Halle), een privédocument uit haar schooltijd in Sint-Jans-Molenbeek (1959-1965);

Dhr. Huub Van der Steld (Glimwormlaan 11 – 1910 Kampenhout), een klein geheel van documenten m.b.t. Gemeenteschool Nr. 13 en Molenbeekse ondernemingen;

Dhr. N. Van Muylem (Herdersliedstraat 26-28 – 1080 Sint-Jans-Molenbeek), twee documenten m.b.t. het “K.V.R. Operettegezelschap” van Sint-Jans-Molenbeek (1936/37);

Dhr. Thierry Vleminckx (Menenstraat 35 – 1080 Sint-Jans-Molenbeek), een geheel van voorwerpen i.v.m. het schippersberoep;

Overwegende dat deze giften door de Gemeenteraad moeten aanvaard worden, om ze te kunnen laten registreren en inventariseren in de collectie van het Gemeentelijk Museum en bijgevolg in het gemeentelijk erfgoed;

Gezien het historisch belang van de hierboven vermelde voorwerpen en documenten;

BESLIST :

#### Artikel 1

De giften van de volgende particulieren te aanvaarden:

Dhr. Jamel Azaoum (Kortrijkstraat 68 – 1080 Sint-Jans-Molenbeek), een geheel van foto's van de brouwerij Vandestock (“Belle-Vue”) in Sint-Jans-Molenbeek (jaren 1950/60);

Mevr. Marie-Thérèse Bagnée (Guillaume De Greeflaan 377/264 – 1090 Sint-Pieters-Jette), een geheel van familiearchieven (jaren 1920-1940);

Mevr. Danielle Beernaert (Louis Mettwielaan, 93/23 – 1080 Sint-Jans-Molenbeek), een geheel van foto's en diploma's uit de schooltijd aan het Lyceum van Sint-Jans-Molenbeek van haar moeder, Suzanne Coeckx (jaren 1930);

Mevr. Yolande Bogaerts (Chaussée de Tirlemont 486 – 1370 Geldenaken), een geheel van familiearchieven (jaren 1930-1980);

Dhr. Gustaaf Boogaerts (70, Impasse de la Chapelle – F-07700 Saint-Juste-d'Ardèche), een geheel van foto's van de toneelafdeling van de “Oud 13” van Sint-Jans-Molenbeek (jaren 1950/60);

Mevr. Bouckhuylt-Vuyge (Pantheonlaan 80/2 – 1081 Koekelberg), een geheel van familiearchieven (jaren 1920-1940);

Dhr. Robert Brolet (Kapelleveld 31 – 1602 Vlezenbeek), twee devotieprentjes van de kerk en parochie Sint-Barbara te Sint-Jans-Molenbeek (1926 et 1934);

Dhr. Francis Buyck (Jean Gabinplein, 2/3 – 1090 Sint-Pieters-Jette), een oud Molenbeeks straatnaambord;

de ‘Cercle d’Histoire de Bruxelles et Extensions’ (Vlierwijk 22 – 1000 Bruxelles) en zijn voorzitter, Dhr. Eric Demarbaix, een album met historische documenten m.b.t. de in 1881 gestichte koorkring « Les Mélomanes » van Sint-Jans-Molenbeek;

Dhr. Marcel Cortvrint (Hogenboschstraat 21 – 1082 Sint-Agatha-Berchem), een geheel van documenten en objecten m.b.t. het brandweerkorps van Sint-Jans-Molenbeek;

Mevr. Jeanine Dardenne (Joseph Scholsstraat 62 – 1080 Sint-Jans-Molenbeek), een geheel van familiearchieven (19<sup>de</sup> en 20<sup>ste</sup> eeuw);

Mevr. Olivia De Bruyne (Sint-Augustinuslaan 17 – 1190 Vorst), twee gelithografeerde affiches gedrukt door de Molenbeekse drukkerij Vankerhoven (begin 20<sup>ste</sup> eeuw);

Mevr. Claudine De Leener (Chaussée de Charleroi, 177 – 5030 Gembloers), een geheel van familiearchieven;

Dhr. Georges Hallumiez (Charleroise Steenweg 49/5 – 1060 Brussel), een geheel van affiches, foto's en andere documenten m.b.t. de Molenbeekse theatervereniging “Kunst en Liefde”;

Dhr. Luc Helbig (Robert Dalechamplaan 25 – 1200 Brussel), een geheel van 207 copieën van plannen van de restauratie-reconstructie van het Karreveldkasteel (1956–1958);

Mevr. Marie-Louise Huygens (Jean Verbieststraat 15 – 1080 Sint-Jans-Molenbeek), een geheel van vaderlandse documenten m.b.t. de Eerste Wereldoorlog in België;

Dhr. Jean-Jacques Knockaert (Louis Mettwielaan 55/19 – 1080 Sint-Jans-Molenbeek), een belangrijk geheel van boeken en beelden m.b.t. de geschiedenis van Brussel en België;

Mevr. Isabelle Magotte (Julien Hanssensstraat 32 – 1080 Sint-Jans-Molenbeek), een waardevol geheel van historische documenten (1887–1938) m.b.t. een Molenbeekse oud-brandweerman, Oscar-Pierre Goossens;

Dhr. Jo Malcorps (Karreveldlaan 60/8 – 1081 Koekelberg), een klein geheel van persoonlijke archieven m.b.t. schooltheater op het “Institut Saint-Viateur” (1935–1940);

Mevr. Josiane Schoep (Smisstraat 27 – 1500 Halle), een privédocument uit haar schooltijd in Sint-Jans-Molenbeek (1959-1965);

Dhr. Huub Van der Steld (Glimwormlaan 11 – 1910 Kampenhout), een klein geheel van documenten m.b.t. Gemeenteschool Nr. 13 en Molenbeekse ondernemingen;

Dhr. N. Van Muylem (Herdersliedstraat 26-28 – 1080 Sint-Jans-Molenbeek), twee documenten m.b.t. het “K.V.R. Operettegezelschap” van Sint-Jans-Molenbeek (1936/37);

Dhr. Thierry Vleminckx (Menenstraat 35 – 1080 Sint-Jans-Molenbeek), een geheel van voorwerpen i.v.m. het schippersberoep;

#### Artikel 2

Het Gemeentelijk museum de opdracht te geven de hierboven vermelde voorwerpen en documenten degelijk te bewaren en te inventariseren.



De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

---

#012/25.02.2015/A/0032# **Relation Et Action Sociale - Sociale Relaties En Acties**

**Subside régional Image de Bruxelles - Formation des jeunes dans les clubs sportifs.**

LE CONSEIL,

Considérant que la Région de Bruxelles-Capitale a décidé d'accorder des subventions aux communes en matière de mise en place de formations sportives, dans un arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, daté du 20 juillet 2006;

Considérant que ces subsides seront accordés aux communes après la conclusion de conventions entre le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, les clubs sportifs et les communes, sur le territoire desquelles sont situés les clubs sportifs concernés;

Vu la communication du 18 décembre 2014 émanant du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, concernant l'attribution de subsides, répartis comme suit pour la Commune de Molenbeek-Saint-Jean :

Academy Tiger Club (taekwondo) 4.050 EUR ;

Atlemo (athlétisme) 2.250 EUR ;

BC Foyer Molenbeek (basketball) 1.950 EUR ;

KC Shoto Molenbeek (arts martiaux) 2.000 EUR ;

Lutte contre l'Exclusion sociale à Molenbeek (multisports) 3.500 EUR ;

Molenbeek Sport (omnisports) 3.000 EUR ;

Royal Anciens 13 Basketball Club 3.750 EUR ;

Shidokan KB Karaté 3.100 EUR ;

Sport en Spel (tennis) 20.985 EUR ;

Basket Ball Referee Association Bruxelles Brabant (basket) 1.500 EUR ;

Champion's Academy (arts martiaux) 2.500 EUR ;

Tennis Club Le Chalet (tennis) 3.000 EUR ;

Royal Centre d'Activités Sous-Marine 1.500 EUR ;

total : 53.085 EUR;

Tous liquidés en deux tranches, dont la première de 80% dès signature de la convention et le solde dès présentation des justificatifs;

DECIDE :

Article 1

D'approuver la conclusion de conventions entre la Région de Bruxelles-Capitale, la Commune et les clubs sportifs précités, pour l'obtention de subsides destinés à la mise en place de formations sportives;

Article 2

De liquider aux clubs sportifs, conformément aux conventions précitées, les différents subsides, dès réception des fonds provenant de la Région de Bruxelles-Capitale;

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
35 votants : 35 votes positifs.

---

**Subsidies Beeld van Brussel - sportopleidingen voor jongeren in de sportclubs.**

DE RAAD,

Overwegende dat de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 20 juli 2006 beslist heeft, subsidies toe te kennen aan de gemeenten voor de invoering van sportopleidingen.

Overwegende dat deze subsidies aan de gemeenten zullen toegekend worden na de afsluiting van overeenkomsten hieromtrent tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de sportclubs en de gemeenten op het grondgebied waarvan de betrokken sportclubs gevestigd zijn;

Gelet op de mededeling van 18 december 2014 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, die het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de volgende sportclubs verbinden, betreffende de toekenning van subsidies, voor respectievelijk:

Academy Tiger Club (taekwondo) 4.050 EUR ;

Atlemo (athletiek) 2.250 EUR ;

BC Foyer Molenbeek (basketbal) 1.950 EUR ;

KC Shoto Molenbeek (vechtsporten) 2.000 EUR ;

Lutte contre l'Exclusion sociale à Molenbeek (basketbal) 3.500 EUR ;

Molenbeek Sport (omnisporten) 3.000 EUR ;

Royal Anciens 13 Basketball Club 3.750 EUR ;

Shidokan KB Karaté 3.100 EUR ;

Sport en Spel (tennis) 20.985 EUR ;

Basket Ball Referee Association Bruxelles Brabant (basketbal) 1.500 EUR ;  
Champion's Academy (vechtensporten) 2.500 EUR ;  
Tennis Club Le Chalet (tennis) 3.000 EUR ;  
Royal Centre d'Activités Sous-Marine 1.500 EUR ;  
totaal : 53.085 EUR;  
die in twee schijven uitbetaald worden, een eerste schijf van 80% bij de  
ondertekening van deze overeenkomst en het saldo, zodra de  
verantwoordingsstukken voorgelegd worden;

BESLUIT :

Artikel 1

De ontwerpovereenkomsten tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de  
Gemeente en deze sportclubs goed te keuren, om subsidies te verkrijgen die  
bestemd zijn voor de invoering van sportopleidingen;

Artikel 2

Aan de sportclubs, overeenkomstig voormelde overeenkomsten, de schijven van  
de verschillende subsidies uit te betalen, vanaf de ontvangst van de fondsen die  
van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest afkomstig zijn,

Het onderhavig besluit zal worden overgemaakt aan de voogdijoverheid,  
conform artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende de  
administratieve voogdij over de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk  
Gewest.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

---

#012/25.02.2015/A/0033# **Relation Et Action Sociale - Sociale Relaties En Acties**

**Octroi d'un subside exceptionnel à l'association de fait Urban Compagny  
dans le cadre de son projet Street Talent.**

Le point est retiré de l'ordre du jour.

---

**Toekenning van een buitengewone subsidie aan de feitelijke vereniging  
Urban Compagny voor haar project Street Talent.**

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

Mohammadi Chahid quitte la séance / verlaat de zitting  
Amet Gjanaj quitte la séance / verlaat de zitting

---

#012/25.02.2015/A/0034# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

**Motion déposée par Monsieur Ikazban relative à la mise en zone  
touristique de la chaussée de Gand et du tronçon du canal.**

LE CONSEIL,

Considérant le dynamisme économique dont font preuve les commerçants de la  
chaussée de Gand et environs, quartier qui constitue le cœur commercial de  
notre commune,  
Considérant le dernier baromètre d'Atrium de 2014 qui note une forte  
progression de la fréquentation du Centre historique de Molenbeek de l'ordre de  
21%, soit au total plus de 13.000 passants par jour,  
Considérant la nécessité de favoriser et d'encourager la prospérité des  
commerces molenbeekois dont le succès dépasse largement les frontières de  
Bruxelles,  
Considérant que l'ouverture 7 jours sur 7 de certains commerces pourrait  
renforcer leur attractivité,  
Considérant que le développement des hôtels et la présence d'une auberge de  
jeunesse dans le centre historique de Molenbeek nécessitent des besoins accrus,  
Considérant les critères d'organisation des centres touristiques, fixés par l'arrêté  
royal du 16 juin 2009 exécutant l'article 17, deuxième alinéa, de la loi du 10  
novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et  
les services,  
Considérant que le titre de centre touristique, délivré par le Service Public  
Fédéral Economie, permettrait d'assurer l'ouverture 7 jours sur 7 des commerces  
qui en font la demande;

DECIDE :

Article unique

Invite le Collège à consulter l'association des commerçants afin d'évaluer les  
besoins en terme d'ouverture 7 jours sur 7 des commerces, en prenant en  
compte l'impact social pour les gérants et les travailleurs, l'impact sur la qualité

de vie des habitants et les impacts sur la mobilité et la sécurité d'une telle décision. A la lumière de cette consultation, d'introduire un dossier pour la demande pour la reconnaissance en zone touristique de la chaussée de Gand.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
33 votants : 31 votes positifs, 2 abstentions.

---

**Motie ingediend door Mijnheer Ikazban betreffende Gentssteenweg en het kanaalgedeelte als toeristische zone.**

DE RAAD,

Overwegende het economische dynamisme waarvan de handelaars van de Steenweg op Gent en omgeving – het commerciële hart van onze gemeente – het bewijs zijn;  
Overwegende de laatste barometer van Atrium van 2014 die een belangrijke vooruitgang vaststelt van het historisch centrum van Molenbeek, namelijk 21%, hetzij in het totaal meer dan 13.000 voorbijgangers per dag;  
Overwegende de noodzaak om de welvaart te bevorderen en aan te moedigen van de Molenbeekse handelszaken waarvan het succes veel verder gaat dan de Brusselse grenzen;  
Overwegende dat de opening van 7 dagen op 7 van sommige handelszaken hun aantrekkelijker zou kunnen maken;  
Overwegende dat de uitbreiding van hotels en de aanwezigheid van een jeugdherberg in het historisch centrum van Molenbeek grotere behoeftes met zich meebrengen;  
Overwegende de organisatiecriteria van historische centra, vastgesteld door het koninklijk besluit van 16 juni 2009 tot uitvoering van artikel 17, tweede lid, van de wet van 10 november 2006 betreffende de openingsuren in handel, ambacht en dienstverlening;  
Overwegende dat de titel historisch centrum, afgeleverd door de Federale Overheidsdienst Economie, het toelaat dat de handelszaken die dit vragen 7 dagen op 7 mogen open zijn;

BESLUIT :

Enig artikel

Nodigt het College uit de handelaarsvereniging te raadplegen om de behoeftes te evalueren betreffende de opening van 7 dagen op 7 van de handelszaken, en om rekening te houden met de sociale impact voor zaakvoerders en werknemers, de impact op de levenskwaliteit van de inwoners en de impact op de mobiliteit en de veiligheid van dergelijke beslissing. Na deze raadpleging, vragen wij een dossier in te dienen voor de aanvraag van de erkenning van de Steenweg op Gent als toeristische trekpleister.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
33 stemmers : 31 positieve stemmen, 2 onthoudingen.

Amet Gjanaj entre en séance / treedt in zitting  
Jef Van Damme quitte la séance / verlaat de zitting  
Olivia P'tito quitte la séance / verlaat de zitting  
Shazia Manzoor entre en séance / treedt in zitting  
Hassan Ouassari quitte la séance / verlaat de zitting

---

#012/25.02.2015/A/0035# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**  
**Motion déposée par Monsieur De Block relative au ramassage des poubelles.**

Le point est rejeté.  
32 votants, 1 vote positif, 28 votes négatifs, 3 abstentions.

---

**Motie ingediend door Mijnheer De Block betreffende de vuilophaling.**

Het punt wordt verworpen.  
32 stemmers, 1 positieve stem, 28 negatieve stemmen, 3 onthoudingen.

---

#012/25.02.2015/A/0036# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**  
**Interpellation déposée par Monsieur Magérus relative aux réaménagements des parcs du Karreveld et Marie-José.**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de la demande d'interpellation introduite par Monsieur Magérus, dont le texte suit:

Au Collège,  
Mesdames et Messieurs les Conseillers communaux,  
Chers Collègues,

#### Parcs Karreveld et Marie-José/réaménagements

Nous sommes contents d'entendre que le réaménagement du parc du Karreveld se réaliserait enfin ! Faut-il rappeler que ce projet de réaménagement, la cure de jouvence dont parle la presse, ne date pas d'hier. Il a été imaginé, des années déjà, et, confié ensuite à Beliris.

Comme beaucoup de Molenbeekois, je suis évidemment satisfait d'entendre, par exemple, que pour préserver le parc, son point d'eau, sa faune et sa flore, une meilleure gestion de l'eau sera établie.

Le réaménagement se traduira aussi par de nouveaux chemins éclairés et le remplacement du mobilier en mauvais état...

On apprend aussi que le parc sera clôturé (remarquons qu'une clôture d'enceinte existe mais elle n'est malheureusement plus réparée) et qu'il sera bientôt régi par des heures d'ouverture.

L'idée est bonne mais je me demande comment vous allez pouvoir réaliser les fermetures et ouvertures à l'occasion des fêtes, réceptions ou autres expositions organisées très régulièrement dans l'enceinte du château du Karreveld. Soyons concrets: à deux heures du matin, le concierge accompagnera-t-il, désormais, les derniers fêtards jusqu'à la rue?

Des rumeurs évoquent aussi l'imminence de travaux au Parc Marie-José.

A ce propos, j'ai deux questions et une remarque.

Les questions: le Parc a fait l'objet, il y a une dizaine d'années, d'une étude cartographique et phytosanitaire par Aliwen, le Centre d'étude de l'arbre. Tous les arbres ont été analysés, étudiés, répertoriés et les informations sont collectées sur cd-rom. Un plan de gestion informatisé des arbres avait été réalisé. Celui-ci nécessitait un suivi. Y a-t-il eu ce suivi et si oui lequel?

Pourrions-nous connaître, par ailleurs, l'avis de la commission des Monuments et Sites en ces matières, et, quel avenir réservez-vous aux pistes de pétanque couvertes?

Le parc Marie-José est régi par des heures d'ouverture et de fermeture mais ici encore les clôtures (hauteur zone chiens en liberté) et porte d'entrée (hauteur entrée Baeck) sont cassées depuis deux ans et toujours pas réparées. Veuillez noter que j'ai évoqué, à trois reprises, ce sujet en ce Conseil communal. Malheureusement pour tous les Molenbeekois qui fréquentent ce beau parc : j'ai certes été écouté mais il n'y a aucune suite, pas de suivi, et, en tout état de cause toujours pas de remise en état !

Merci pour votre écoute.  
Christian Magérus

Le Conseil prend connaissance.

---

#### **Interpellatie ingediend door Mijnheer Magérus betreffende de herinrichtingen van de parken Karreveld en Marie-José.**

De Raad neemt kennis.

---

#012/25.02.2015/A/0037# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

#### **Interpellation introduite par Monsieur Ikazban relative à la mise en zone touristique de la chaussée de Gand et du tronçon du Canal.**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de la demande d'interpellation déposée par Monsieur Ikazban, dont le texte suit:

Madame la Bourgmestre,  
Chers confrères,

Ce soir, j'ai envie de revenir sur un sujet dont j'avais déjà parlé, avec d'autres, ici même, il y a un peu plus d'un an et demi, c'était le 20 juin 2013.

Cela concernait le courrier que les commerçants avaient reçu et les informant de la décision communale d'interdire l'ouverture de leur commerce, après 20h.

Si vous vous souvenez, j'avais proposé quelques solutions pour répondre aux possibilités de dérogations à cette décision d'interdiction d'ouverture des commerces après 20h.

Et parmi ces solutions, j'avais repris l'exemple des communes dites « touristiques ».

J'avais demandé à l'échevine du Tourisme si elle avait entrepris des démarches quant à la définition de certaines zones de la commune en « zones touristiques ».

Je réitère ma question et je reviens à la charge par rapport à cette question, parce que la commune de Schaerbeek va introduire une demande auprès du Service public fédéral Economie pour faire de la rue de Brabant, une zone touristique, ce qui autoriserait les commerces à, notamment, ouvrir sept jours sur sept.

A l'époque, j'avais proposé que l'on puisse considérer la chaussée de Gand comme un prolongement de la rue Antoine Dansaert, zone touristique, ainsi que du tronçon du canal, qui accueille le nouvel hôtel.

Il semble que la commune de Molenbeek pourrait également introduire une demande similaire.

La réponse d'une telle requête devrait prendre trois à six mois.

Je voudrais que la commune prenne en considération cette possibilité.

C'est dans ce cadre que je souhaite proposer en même temps l'adoption d'une Motion en ce sens avec l'accord des autres membres de ce conseil communal.

Jamal Ikazban

Le Conseil prend connaissance.

---

**Interpellatie ingediend door Mijnheer Ikazban betreffende Gentssteenweg en het kanaalgedeelte als toeristische zone.**

De Raad neemt kennis.

---

#012/25.02.2015/A/0038# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**  
**Interpellation déposée par Monsieur Ikazban relative au Partenariat Local de Prévention (PLP).**

Le point est reporté à la prochaine réunion.

---

**Interpellatie ingediend door Mijnheer Ikazban betreffende het buurtinformatienetwerk (BIN).**

Het punt wordt verdaagd naar de volgende vergadering.

---

#012/25.02.2015/A/0039# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**  
**Interpellation déposée par Monsieur De Block relative aux possibilités d'utilisation du terrain situé à la Porte de Ninove.**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de la demande d'interpellation déposée par Monsieur De Block, dont le texte suit:

Suite à la démolition du hangar à la Porte de Ninove, des riverains se sont posés la question si ce terrain ne pourrait pas être nettoyé et être mis à la disposition pour des projets temporaires bénéficiants au quartier.

Est-ce qu'un service de santé ou environnemental a pu inspecter le terrain? Est-ce que le terrain n'est plus pollué (amiante, autres produits?).

Si oui, est-ce que la commune pourrait envisager des démarches auprès des services compétents concernés pour demander un assainissement?

Est-ce que la commune voudrait prendre des initiatives avec la région et communes avoisinantes afin que le terrain puisse être utilisé pour des projets de quartiers temporaires (jusqu'au réaménagement prévu de la zone)? Comme un terrain de jeu, de skate-board ou d'autre?

Dirk De Block  
Conseiller communal PTB\*PVDA

0487/425.125  
Rue Houzeau de Lehaie 20A  
1080 Molenbeek-Saint-Jean

Le Conseil prend connaissance.

---

**Interpellatie ingediend door Mijnheer De Block betreffende de  
gebruiksmogelijkheden van het terrein gelegen aan de Ninoofsepoort.**

De Raad neemt kennis.

---

La séance est levée à 01h50.  
De zitting wordt gesloten om 01u50.

PAR ORDONNANCE / OP LAST :  
Le Secrétaire adjoint,  
De Adjunct-secretaris,

Le Président du Conseil,  
De Voorzitter van de Raad,

Gilbert Hildgen

Michel Eylenbosch